

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

|                                      | UN AN  | SIX MOIS |
|--------------------------------------|--------|----------|
| Togo, France et Colonies . . . . .   | 70 fr. | 40 fr.   |
| Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr. | 50 fr. |          |
| Pays à plein tarif 120 fr.           | 70 fr. |          |

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

|   |         |
|---|---------|
| La ligne . . . . .                                    | 4 fr.   |
| Minimum . . . . .                                     | 20 fr.  |
| La page . . . . .                                     | 400 fr. |
| Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr. |         |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

|             |  |     |
|-------------|--|-----|
| <b>1945</b> |  |     |
| 31 août     | — Ordonnance N° 45-2028 accordant des avantages spéciaux de démobilisation à certains membres des Anciennes Forces françaises libres.              | 230 |
| <b>1946</b> |  |     |
| 13 février  | — Décret N° 46-177 portant réquisition des avoirs liquides en devises étrangères (Arrêté de promulgation N° 167 Cab. du 1 <sup>er</sup> mars 1946) | 236 |

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

|             |   |     |
|-------------|---|-----|
| <b>1946</b> |   |     |
| 23 février  | — N° 744 Mét. — Rectificatif à l'arrêté N° 414 Mét. du 4 février 1946 portant création et répartition de stations météorologiques | 236 |
| 25 février  | — N° 760 DT. — Arrêté portant réaménagement des rémunérations pour transports postaux aériens et des surtaxes avion               | 241 |

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

|             |  |     |
|-------------|--|-----|
| <b>1946</b> |  |     |
| 17 janvier  | — N° 44 F. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 4 F. du 5 janvier 1944 fixant les taux de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce | 243 |
| 28 février  | — N° 161 APA. — Arrêté relatif aux élections pour le renouvellement en 1946 de la chambre de commerce du Togo                          | 244 |

|                      |   |     |
|----------------------|---|-----|
| 28 février           | — N° 163 AE. — Arrêté fixant les prix de vente de la viande de boucherie  | 244 |
| 1 <sup>er</sup> mars | — N° 166 AE. — Arrêté fixant pour les transactions locales les prix d'achat et de vente de maïs — récolte 1945-1946   | 245 |
| 2 mars               | — N° 168 AE. — Arrêté prescrivant le retrait de la circulation des billets de la banque de France de Cinq, Dix et Vingt francs  | 245 |
| 4 mars               | — N° 169 AE. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 418 du 3 août 1939 portant classement de la forêt d'Agbonou-Nord  | 246 |
| 5 mars               | — N° 170 AE. — Arrêté fixant les prix de vente de lubrifiant  | 247 |
| 6 mars               | — N° 171 P. — Arrêté modifiant l'article 4 de l'arrêté N° 293 P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local indigène des chemins de fer et wharf du Togo                            | 248 |
| 6 mars               | — N° 172 DSP. — Arrêté mettant le cercle de Mango sous le régime de surveillance sanitaire  | 248 |
| 8 mars               | — N° 175 AE. — Arrêté fixant les prix de vente de lubrifiant  | 247 |
| 9 mars               | — N° 176 APA. — Arrêté déterminant la liste des diplômes donnant droit à inscription sur les listes électorales des non-citoyens, établies en vue des élections à l'assemblée représentative locale | 249 |
| 9 mars               | — N° 178 D. — Arrêté créant un poste de douane à Nytoé-Zoukpé (subdivision de Klouto) ouvert aux importations et aux exportations.  | 249 |
| 11 mars              | — N° 179 AE. — Arrêté fixant les nouvelles valeurs FOB et loco magasin de certains produits et les montants des sommes à verser aux caisses de compensation et de péréquation                       | 250 |

|                     |     |
|---------------------|-----|
| Personnel . . . . . | 250 |
| Divers . . . . .    | 253 |

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1946

|            |  |     |
|------------|--|-----|
| 18 janvier | — Arrêté interministériel relatif au régime des études et examens de certaines catégories d'étudiants et élèves résidant dans les colonies ou à l'étranger et victimes de la guerre de 1939-1945 | 255 |
| 24 janvier | — Arrêté interministériel rétablissant le brevet supérieur aux colonies jusqu'en 1947  | 256 |
| 11 février | — No 9.557 P. — Circulaire relative aux fonctionnaires coloniaux rapatriés   | 257 |

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis et communications

|   |     |
|---|-----|
| Avis de concours ( <i>Inspecteur des colonies</i> ) . . . . . | 258 |
| Domaines . . . . .  | 258 |
| Avis de la B. A. O. . . . .                                   | 258 |

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Militaires des anciennes Forces françaises libres

ORDONNANCE No 45-2028 du 31 août 1945.

#### EXPOSE DES MOTIFS

Les militaires provenant des Forces françaises libres et ceux ayant rallié les Forces françaises d'Afrique vont être prochainement démobilisés. Il paraît nécessaire de tenir compte à ces militaires des conditions spéciales dans lesquelles ils se sont engagés.

Non seulement ils ont risqué sans hésitation leur vie, tandis que l'issue de la bataille paraissait incertaine, pour rejoindre les Forces libres de l'Empire et verser leur sang sur les champs de bataille d'Afrique et d'Europe, mais ils ont dû encore abandonner leurs intérêts et souvent leurs familles qui, en leur absence, ont dû vivre péniblement et ont été trop fréquemment en butte à de vexations ou brimades.

Enfin, la plupart d'entre eux, très jeunes et sans formation professionnelle, éprouveront des difficultés à trouver un emploi normal dans la vie civile.

Sans doute, des mesures particulières ont-elles déjà été prises en faveur de ces militaires dans le cas où ils désireraient rester dans les cadres actifs des armées, mais il paraîtrait équitable de tenir compte à ceux qui vont être démobilisés de la dette spéciale que la nation a contractée envers eux par l'octroi d'avantages exceptionnels. Ceux-ci seraient d'ailleurs réservés à ceux de ces militaires qui ont effectivement repris le combat avant le 6 juin 1944.

Tels sont les motifs du présent projet d'ordonnance soumis à la haute sanction du Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du Ministre des Finances, du Ministre de la Guerre, du Ministre de la Marine et du Ministre de l'air;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943, portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944, portant rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental;

Vu l'urgence constatée par la présidence du Gouvernement;  
Le Conseil d'Etat (Commission permanente) entendu,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les officiers subalternes, officiers mariniens, sous-officiers, caporaux, brigadiers, quartiers-maîtres, soldats et marins démobilisés ayant appartenu aux Forces françaises libres avant le 8 novembre 1942 et y ayant servi avant le 6 juin 1944 dans une unité combattante pendant une période minimum de trois mois ont droit, lors de leur démobilisation et sur leur demande :

1<sup>o</sup> — A l'attribution d'un congé avec solde dont la durée est calculée comme suit :

Un mois par semestre ou fraction de semestre de présence sous les drapeaux antérieurement au 8 novembre 1942;

Deux mois pour la période s'étendant du 8 novembre 1942 au 6 juin 1944.

La durée de ce congé ne peut être inférieure à trois mois ni supérieure à six mois;

2<sup>o</sup> — A l'octroi d'une collection complète d'habillement civil ou, à défaut, d'un bon leur permettant d'acquérir gratuitement ces effets dans la limite d'un maximum de 3.000 francs.

ART. 2. — Les officiers subalternes, officiers mariniens, sous-officiers, caporaux, brigadiers, quartiers-maîtres, soldats et marins démobilisés qui, entre le 8 novembre 1942 et le 6 juin 1944, se trouvant sur le territoire métropolitain, ont volontairement rallié l'Afrique du Nord ou la Grande-Bretagne et qui ont servi entre ces deux dates dans une unité combattante pendant une période minimum de trois mois, ont droit, lors de leur démobilisation et sur leur demande :

1<sup>o</sup> — A l'attribution d'un congé avec solde d'une durée de quinze jours par semestre ou fraction de semestre de présence sous les drapeaux antérieurement au 6 juin 1944, ce congé ayant une durée minimum d'un mois et maximum de deux mois;

2<sup>o</sup> — Aux avantages prévus au paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

ART. 3. — La solde afférente aux congés prévus aux articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus sera calculée sur la base des tarifs arrêtés en application du décret du 17 septembre 1943 pour les troupes en opérations en France.

Toutefois, l'allocation unique pour la famille ne pourra se cumuler avec les allocations du code de la famille auxquelles les intéressés pourraient prétendre pendant la durée de leur congé au titre d'une activité professionnelle quelconque.

Les avantages prévus aux paragraphes 1<sup>er</sup> des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus ne seront pas applicables aux agents des Services publics au sens de l'article 15 de l'ordonnance du 11 mai 1945.

ART. 4. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 31 août 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

Le Ministre des Finances,  
R. PLEVEN.

Le Ministre de la Guerre,  
A. DIETHELM.

Le Ministre de la Marine,  
LOUIS JACQUENOT.

Le Ministre de l'Air,  
Charles TILLON.

INSTRUCTION MINISTÉRIELLE du 18 septembre 1945.

Paris, le 18 septembre 1945.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application des dispositions fixées par l'ordonnance du 31 août 1945.

*Militaires appartenant aux unités combattantes*

ARTICLE PREMIER. — Sont bénéficiaires tous les militaires des armées de terre, de mer et de l'air, qu'il s'agisse du personnel déjà mobilisé ou du personnel maintenu sous les drapeaux comme engagé pour la durée de la guerre ou des réservistes qui seront ultérieurement démobilisés (à l'exclusion des officiers généraux et supérieurs et assimilés et sous réserve des exceptions précisées ci-dessous à l'article 3) :

a) Le grade à prendre en considération est le grade détenu à titre définitif ou temporaire à la date du départ en congé ;

b) Il ne sera, en aucun cas, tenu compte du grade détenu à titre fictif.

Les bénéficiaires de l'ordonnance comprennent les deux catégories de militaires suivantes :

1<sup>o</sup> — Ceux qui ont appartenu aux Forces françaises libres avant le 8 novembre 1942 et qui y ont servi avant le 6 juin 1944 dans une *unité combattante* pendant une période minimum de trois mois ;

2<sup>o</sup> — Ceux qui, entre le 8 novembre 1942 et le 6 juin 1944, se trouvant sur le territoire métropolitain ont volontairement rallié l'Afrique du Nord ou la Grande-Bretagne et qui ont servi, entre ces deux dates, dans une *unité combattante* pendant une période minimum de trois mois.

La liste des *unités combattantes* relative à l'application de ladite ordonnance doit être incessamment fixée, pour chacune des trois armées de terre, de mer et de l'air, par décision du Ministre intéressé. Elle sera publiée dans la presse.

*Cas du personnel des services spéciaux*

ART. 2. — En ce qui concerne les services spéciaux, le bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 31 août 1945 s'applique aux agents énumérés ci-après :

a) Agents engagés sous le régime du décret n° 221 du 11 avril 1942 ;

b) Agents engagés sous le régime du décret n° 366 du 27 juillet 1942.

Les agents de la première catégorie sont considérés comme remplissant les conditions imposées de séjour dans une unité combattante, sous réserve qu'ils aient accompli au moins une mission en France occupée ou dans les territoires ennemis.

Les agents de la première catégorie sont considérés comme ayant appartenu à une unité combattante s'ils justifient avoir accompli au moins un acte de sabotage.

*Avantages accordés aux bénéficiaires de l'ordonnance*

A. — Exceptions au bénéfice du congé.

ART. 3. — Ce congé est refusé aux agents des Services publics tels qu'ils sont définis à l'article 15 de l'ordonnance du 11 mai 1945, c'est-à-dire aux personnels qui ont pris du service dans les administrations de l'Etat, des départements, des communes, de l'Algérie, des territoires relevant de l'autorité du Ministre des Colonies et des cadres français du personnel local des territoires relevant du Ministre des Affaires étrangères ainsi que des établissements publics relevant des collectivités visées ci-dessus, des services exploités en régie, concédés ou affermés de ces mêmes collectivités ainsi que des entreprises ou établissements titulaires de privilèges ou de monopoles concédés par celles-ci.

Il faut entendre également que sont exclus du bénéfice de l'ordonnance du 31 août les militaires de carrière qui sont maintenus au service par contrat.

L'objet de cette mesure de discrimination est de réserver le bénéfice du congé à ceux qui n'ont pas la garantie de retrouver immédiatement avec leur emploi dans un service public leurs ressources habituelles du temps de paix.

B. — Congé avec solde.

Les militaires de la première catégorie définie à l'article 1<sup>er</sup> ont droit à un congé d'une durée égale à :

Un mois par semestre ou fraction de semestre de présence sous les drapeaux antérieurement au 8 novembre 1942 ;

Deux mois pour la période s'étendant du 8 novembre 1942 au 6 juin 1944.

La durée du congé ne peut être inférieure à trois mois ni supérieure à six mois.

Les militaires de la deuxième catégorie ont droit à l'attribution d'un congé d'une durée de quinze jours par semestre ou fraction de semestre de présence sous les drapeaux antérieurement au 6 juin 1944, ce congé ayant une durée minimum d'un mois et maximum de deux mois.

Le bénéfice de ce congé s'ajoute, le cas échéant, à celui des congés ou permissions qui auront pu être accordés aux bénéficiaires de l'ordonnance au moment de leur renvoi effectif dans leurs foyers. Il se cumule également avec la prime de démobilisation de 1.000 francs.

Le décompte de la solde de congé est précisé en annexe I.

Lorsque l'appréciation exacte des droits à la solde et aux indemnités, en fonction de l'ancienneté ou de la situation de famille, nécessitera des délais, il sera procédé au paiement *immédiat* d'une avance forfaitaire, applicable à la totalité de la durée du congé, et calculée sur les bases suivantes :

|  | par mois |
|--|----------|
| Officiers subalternes . . . . .  | 4.000 F  |
| Aspirant, adjudant-chef, maître principal, adjudant, premier-maître et assimilés . . . . .   | 3.000 —  |
| Sergent-major, maître, sergent-chef, second-maître de 1 <sup>re</sup> classe, sergent, second-maître de 2 <sup>e</sup> classe et assimilés . . . . . | 2.400 —  |
| Caporal-chef, quartier-maître de 1 <sup>re</sup> classe, caporal, quartier-maître de 2 <sup>e</sup> classe, soldat, matelot et assimilés . . . . .   | 2.000 —  |

Aucune déduction pour impôts ne sera effectuée sur cette avance.

#### C. — Habillement.

Tous les militaires démobilisés sont déjà autorisés :

a) A conserver en toute propriété : 1 caleçon, 1 chemise, 1 mouchoir, 1 paire de chaussettes et 1 paire de brodequins pour les militaires des armées de terre et de l'air, le sac dont ils ont la propriété dans la marine ;

b) A n'effectuer le reversement des effets militaires qui leur ont été laissés pour rejoindre leur foyer qu'au moment où ils auront pu se procurer des vêtements civils.

Les bénéficiaires de l'ordonnance du 31 août sont, en outre, susceptibles d'obtenir une collection d'habillement civil ou, à défaut, un bon leur permettant d'acquérir ces effets dans la limite d'un maximum de 3.000 francs.

Toutefois, la délivrance de la collection d'habillements civils est subordonnée à l'existence de ces collections et la remise du bon ne peut être avantageuse qu'autant que ce bon puisse être honoré dans le commerce. Les bons ne pourront donc être remis qu'aux démobilisés retirés sur un territoire français où ce bon puisse être validé.

Quand les intéressés n'auront pu recevoir en nature le costume civil, ils pourront prétendre, sur décision de la Commission, au paiement d'une indemnité représentative de 3.000 francs payable également par imputation provisoire sur les chapitres habituels de solde du budget normal, à charge de réimputation au compte spécial.

Des *vestiaires spéciaux* pourront être organisés pour délivrer l'habillement prévu et régler les cas les plus urgents.

#### Commission de vérification

ART. 4. — L'octroi du congé prévu par l'ordonnance est prérogative ministérielle.

A cet effet, les Ministres de la Guerre, de l'Air, de la Marine et, éventuellement, de la Marine marchande, des Colonies, exercent leur pouvoir de décision au moyen d'une Commission interministérielle de vérification créée pour l'examen des demandes formulées par les ayants droit et composée d'officiers des trois armées choisis de préférence parmi ceux qui ont appartenu aux Forces françaises libres.

La composition de cette Commission figure en annexe à la présente instruction (1).

#### Questionnaire à remplir par les ayants droit

ART. 5. — Les bénéficiaires de l'ordonnance appartenant à l'armée de terre doivent adresser leur demande :

Au C.A.T. correspondant au lieu de leur résidence pour les militaires se trouvant dans la métropole ou en Afrique du Nord ;

A l'intendance la plus proche de leur domicile pour les militaires se trouvant aux colonies ou au Levant ;

A l'agence consulaire la plus proche de leur domicile pour les militaires résidant à l'étranger.

Les bénéficiaires de l'ordonnance appartenant aux armées de mer et de l'air adressent leur demande aux organes similaires relevant de leur département (région maritime, région aérienne, S. L. O. M.).

Au reçu de toute demande, l'organe désigné ci-dessus adresse aux intéressés un exemplaire du *questionnaire* du modèle joint à la présente instruction. Les ayants droit lui renvoient après l'avoir dûment rempli et qu'ils accompagnent de toutes pièces justificatives en leur possession (certificat de cessation de paiement essentiellement).

Le dossier ainsi constitué est transmis à la Commission centrale dont le siège est établi à Paris, 2, avenue de Saxe.

#### Vérification de paiement

ART. 6. — La Commission vérifie, après enquête s'il y a lieu (2), que le requérant entre (ou n'entre pas) dans le champ d'application de l'ordonnance du 31 août 1945 et fixe la durée du congé avec solde accordée. Elle indique, notamment dans sa décision, en vue d'alléger la tâche des organes payeurs, tous les éléments permettant de déterminer rapidement les droits à solde de l'intéressé (grade, échelon, situation de famille). L'original de cette décision est adressé directement à l'intéressé.

Copie de cette décision accompagnée du questionnaire est adressée à l'organe payeur qui fait suivre

(1) Les dépenses de bureau engagées pour le fonctionnement de cette Commission seront imputées sur les fonds de la solde.

(2) L'organe central des Forces françaises libres et la Commission des évadés de Casablanca seront en mesure, dans la plupart des cas, de donner tous renseignements complémentaires utiles.

au bureau de recrutement de l'intéressé pour inscription sur les pièces matriculaires. Les organes payeurs sont ceux définis à l'article 5 ci-dessus.

La Commission fixe également le droit et la priorité à accorder à la délivrance de l'habillement prévue par l'ordonnance.

Si l'organe payeur rencontre des difficultés pour déterminer le droit à certaines allocations basées sur la situation de famille, il doit néanmoins procéder à un premier paiement correspondant aux droits à la solde déjà connus, en appliquant le tarif forfaitaire donné à l'article 3, paragraphe B, le parfait paiement étant réglé ultérieurement.

Aucun retard ne saurait être admis à propos de ces paiements qui, par leur caractère alimentaire, devront toujours être effectués en priorité absolue, notamment en ce qui concerne le règlement de l'avance forfaitaire prévue à l'article 3.

#### Dispositions diverses

ART. 7. — Le montant de la solde payée pendant la durée du congé est soumis à l'impôt dans les conditions habituelles.

Si le militaire bénéficiaire des dispositions de l'ordonnance du 31 août 1945 contracte un engagement ou un rengagement avant l'expiration de ce délai, il devra reverser à l'Etat les sommes qu'il a perçues pour la période restant à courir.

Les dépenses résultant des dispositions ci-dessus seront imputées provisoirement sur les chapitres habituels de solde du budget normal. Ils donneront lieu à l'établissement de documents liquidatifs spéciaux mentionnant, à l'encre rouge, qu'il s'agit de « dépenses remboursables à la charge du compte spécial pour l'application de l'ordonnance n° 45-2028 du 31 août 1945 ».

*Le Ministre de la Guerre,*  
A. DIETHELM.

*Le Ministre de la marine,*  
Louis JACQUINOT.

*Le Ministre de l'Air,*  
Charles TILLON.

## ANNEXE I

### Calcul de la solde de congé

La solde de présence est due pendant toute la durée du congé. Les tarifs de solde et des indemnités accessoires sont ceux fixés par les textes pris en application du décret du 17 septembre 1943 (régime de solde de guerre) quel que soit le régime de solde dont ils jouissent effectivement au moment de l'obtention du congé.

A la solde proprement dite, s'ajoutent :

La majoration de solde au taux « en France » ;

La prime d'entretien ;

Eventuellement, l'allocation unique pour la famille ;

Pour les caporaux, quartiers-maîtres, de 2<sup>e</sup> classe, soldats et marins, la prime globale d'alimentation au taux de 40 francs par jour.

La liste de ces allocations est limitative.

L'allocation unique pour la famille ne peut se cumuler avec les allocations du code de la famille auxquelles les intéressés pourraient prétendre pendant la durée de leur congé au titre d'une activité professionnelle quelconque.

Il est précisé que les personnels dont la famille recevait les allocations militaires et qui, de ce fait, ne pouvaient prétendre à l'allocation unique qu'au taux « marié sans enfant » recouvrent le droit à cette dernière prestation, au taux correspondant au nombre des enfants à leur charge à partir de la date à laquelle les allocations militaires ont cessé d'être servies.

*Nota.* — Le paiement à effectuer s'applique à la totalité du congé même si celui-ci n'est pas expiré lors du paiement.

#### MODÈLE DE DEMANDE-QUESTIONNAIRE

### ANNEXE N° 2 A L'INSTRUCTION

Le (date) . . . . .

Le (1) . . . . . (2) . . . . .  
(3) . . . . .  
demeurant à (4) . . . . .  
à M. le (6) . . . . .

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien me faire accorder les avantages spéciaux de démobilisation prévus par l'ordonnance n° 45-2028 du 31 août 1945.

Je déclare sur l'honneur :

#### A. — RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE MILITAIRE

a) Avoir appartenu aux F. F. L. (5) avant le 8 novembre 1942.

Ne pas avoir appartenu aux F. F. L.

Avoir appartenu aux services spéciaux (7).

Rayer la mention inutile.

b) Avoir rallié les Forces françaises libres le (date) . . . . .  
à (lieu) . . . . . sous le nom de guerre suivant : . . . . .  
ou sous mon nom véritable . . . . .  
Mon numéro d'immatriculation aux F. F. L. est le n° . . . . . ;

c) M'être évadé de France, dont j'ai franchi la frontière le (date) . . . . .  
et avoir rejoint l'Afrique du Nord (ou la Grande Bretagne) dans les conditions suivantes :  
Parcours effectué . . . . .  
Durée de l'incarcération subie en territoire neutre ou étranger : . . . . .  
Délai entre le passage de la frontière et l'arrivée en Afrique du Nord (ou Grande-Bretagne) :  
et m'être engagé (pour les non F. F. L.) le (date) . . . . .  
à (lieu) . . . . . et avoir été affecté au (désignation du corps ou service) . . . . .

d) Avoir appartenu successivement, jusqu'au 6 juin 1944, aux formations suivantes depuis mon rallie-  
ment dans les F. F. L., ou (pour les non F. F. L.) depuis mon engagement en Afrique du Nord (ou  
en Grande-Bretagne) :

| GRANDE UNITE<br>(division) | CORPS<br>(ou service) | DU . . . . . AU . . . . . | NOM ET GRADE<br>DU CHEF DE CORPS | NOM ET GRADE<br>DU COMMANDANT DE L'UNITE<br>(ou du chef de service) | OBSERVATIONS |
|----------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------------------------|---|--------------|
|                            |                       |                           |                                  |   |              |

(1) Grade définitif ou temporaire au moment de la démobilisation (à l'exclusion du grade fictif).

(2) Nom et prénom usuel.

(3) Dernière unité d'affectation.

(4) Domicile.

(5) F. F. L. (Forces françaises libres).

(6) Désignation de l'autorité qui a remis le présent questionnaire.

(7) Les agents des services spéciaux adapteront le questionnaire à leur cas particulier; ils indique-  
ront la nature du contrat qu'ils ont souscrit, la mission qui leur a été confiée ou les actes qu'ils ont à faire  
valoir au point de vue de la qualification de combattant.

e) Avoir stationné avec mon unité (ou mon service) sur les théâtres d'opérations suivants, jusqu'au  
6 juin 1944 :

*Théâtre d'opérations*

*Période du . . . . . au . . . . .*

f) Avoir participé jusqu'au 6 juin 1944, aux opérations de guerre suivantes :

*Opérations*

*Période du . . . . . au . . . . .*

g) Avoir été blessé (ou évacué pour  
maladie contractée en service) le (date) { . . . . . } à (lieu) { . . . . . }

- h) Avoir obtenu les citations et décorations suivantes : . . . . .
- i) Avoir été démobilisé le (date) . . . . . par (corps ou organe démobilisateur)  
stationné à (lieu) . . . . .
- j) Etre en possession du dernier certificat de paiement, que je vous adresse ci-joint.

#### B. — RENSEIGNEMENTS D'ÉTAT-CIVIL

1<sup>o</sup> — Ma situation de famille est la suivante (rayer les mentions inutiles) : célibataire, marié avec.... enfants à charge (au sens du code de la famille), veuf, divorcé avec.... (ou sans) enfants à ma charge. (Donner toutes précisions permettant de déterminer, le cas échéant, les droits aux allocations familiales et fournir les documents authentiques suivants : copie acte de mariage, certificat de vie collectif et, le cas échéant, certificat de scolarité des enfants âgés de plus de quinze ans).

2<sup>o</sup> — A ma démobilisation, j'exerce la profession suivante (donner toutes précisions). . . . .

J'étais (ou n'étais pas), avant mon incorporation aux F. F. L. ou en Afrique du Nord (ou mon affiliation aux services spéciaux), agent des services publics (désigner le service) . . . . .

3<sup>o</sup> — Je perçois depuis ma démobilisation, auprès de mon employeur (ou auprès de mon service), les allocations à caractère familial suivantes (montant mensuel) : . . . . .

#### C. — RENSEIGNEMENTS DIVERS

1<sup>o</sup> — Je désire recevoir le montant de la solde (et allocations familiales) afférente au congé qui pourrait m'être accordé, à (indiquer votre adresse exacte, ou votre compte courant postal) . . . . .

2<sup>o</sup> — La collection d'effets civils devra correspondre à la taille suivante :

|                                 |                               |
|---------------------------------|-------------------------------|
| Indiquer votre taille . . . . . | Tour de ceinture . . . . .    |
| Tour de poitrine . . . . .      | Largeur des épaules . . . . . |

*Nota.* — La délivrance d'une collection d'effets civils sera subordonnée aux possibilités de réalisation et ne pourra, en tout cas, en raison des difficultés d'essayage et d'envoi, être consentie qu'aux militaires démobilisés retirés en France.

Je certifie que les déclarations ci-dessus, établies sous mon entière responsabilité, sont exactes et sincères.

(Signature).

#### Résumé

a) Donner tous renseignements susceptibles de permettre à la Commission spéciale de prendre une décision en connaissance de cause;

b) Joindre tous les documents demandés au paragraphe j (A) et 1<sup>o</sup> (B);

c) Indiquer, le cas échéant, les mesures énumérées au paragraphe 2<sup>o</sup> (C).

#### ANNEXE III A L'INSTRUCTION

##### Composition de la Commission Interministérielle de vérification

Un officier général ou supérieur (colonel commandant l'organe F. F. L.), président;

Un officier de chaque département ministériel, autant que possible F. F. L.;

Un officier représentant la France combattante (D. G. E. R.);

Un officier de réserve du Ministère de la Guerre, représentant les évadés;

Un officier chef du secrétariat (organe F. F. L.);

Six sous-officiers secrétaires (1 guerre, 1 marine, 1 air);

Six soldats secrétaires (2 guerre, 1 marine, 1 air);

Trois sténodactylos (1 par ministère).

Le matériel de bureau nécessaire sera fourni par les ministères intéressés.



**Avoirs en devises étrangères****ARRETE** N° 167 CAB. du 1<sup>er</sup> mars 1946.L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'Assemblées Représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi n° 45-0140 du 26 décembre 1945 relative à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc, promulguée au Togo le 3 janvier 1946;

Vu le câblogramme n° 205 Cir. A/F-2 du 26 février 1946 du Ministre de la France d'Outre-Mer.

**ARRETE :****ARTICLE PREMIER.** — Est promulgué dans le territoire du Togo le décret n° 46-177 du 13 février 1946 portant réquisition des avoirs liquides en devises étrangères.**ART. 2.** — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.Lomé, le 1<sup>er</sup> mars 1946.

H. GAUDILLOT.

Le Président du Gouvernement provisoire de la République,

Sur la proposition du ministre de l'économie nationale, ministre des finances.

Vu la loi n° 45-0140 du 26 décembre 1945 relative à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc,

**DECRETE :****ARTICLE PREMIER.** — Les personnes physiques ayant la nationalité française ou la qualité de sujet ou de protégé français et ayant leur résidence habituelle en France, en Algérie ou dans un territoire relevant du ministre de la France d'outre-mer, et les personnes morales pour leurs établissements dans les mêmes territoires, qui sont propriétaires d'avoirs en devises étrangères (avoirs en compte, billets de banque, chèques, lettres de crédit et autres créances à vue ou à court terme de même nature; etc.), sont tenues d'en céder le montant en devises au fonds de stabilisation des changes aux dates et dans les conditions qui seront fixées par des avis de l'office des changes et de la caisse centrale de la France d'outre-mer.

Cette obligation incombe, lorsque le propriétaire de l'avoir est absent ou empêché, à son fondé de pouvoirs.

**ART. 2.** — Les dispositions prévues à l'article précédent s'étendent, en ce qui concerne les établissements de banque, à l'ensemble de leurs comptes en devises étrangères, que ces comptes correspondent à des avoirs leur appartenant en propre ou constituant la contre-partie des comptes en devises étrangères ouverts sur leurs livres au nom de leurs clients.

Dans ce dernier cas, les établissements de banque intéressés sont autorisés à convertir d'office en comptes en francs les comptes en devises étrangères dont la contre-partie en monnaies étrangères aura été effectivement cédée à l'office des changes.

**ART. 3.** — Les personnes qui céderont leurs avoirs en devises étrangères par application des dispositions des articles précédents, seront accréditées de la contre-partie en francs de ces avoirs sur la base des cours de change applicables au jour de la parution des avis de l'office des changes et de la caisse centrale de la France d'outre-mer prescrivant la cession desdits avoirs.

Le même cours sera retenu pour l'exécution des conversions prévues à l'article 2, alinéa 2 ci-dessus.

**ART. 4.** — Le ministre de l'économie nationale, ministre des finances, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur et le ministre de la France d'outre-mer sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 février 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

*Le Ministre de l'Economie nationale**Ministre des Finances,*

A. PHILIP.

*Le vice-président du conseil,*  
*Ministre des affaires étrangères,*  
Francisque GAY.*Le ministre de l'Intérieur,*

André LE TROQUER.

*Le Ministre de la France d'Outre-Mer,*

Marius MOUTET.

**ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL****Stations météorologiques****RECTIFICATIF** N° 744 MÉT. du 23 février 1946 à l'arrêté N° 414 MÉT. du 4 février 1946 portant création et répartition de stations météorologiques.

MAURITANIE :

*Stations climatologiques*

Supprimer : Nara.

*Stations pluviométriques*

Ajouter : Mourdiah.

SÉNÉGAL :

*Stations spécialisées « B »*

Ajouter : Diourbel.

*Stations pluviométriques*

Supprimer : Diourbel.

SOUDAN :

*Stations climatologiques*

Ajouter : Nara (Région Bamako).

*Stations pluviométriques :*

Ajouter : Mourdiah (Région Bamako).

TOGO :

*Stations spécialisées « B »*

Ajouter : Klouto.



## ANNEXE

| COLONIES   | STATIONS<br>RÉGIONALES | STATIONS<br>PRINCIPALES | Stations de 1 <sup>er</sup> Ordre |                             | STATIONS<br>CLIMATOLOGIQUES | STATIONS<br>PLUVIOMÉTRIQUES  |
|------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|--|
|            |                        |                         | SONDAGES<br>« A »                 | SPÉCIALISÉES<br>« B »       |                             |  |
| MAURITANIE | St-LOUIS               | Port Etienne            |                                   |                             |                             |  |
|            |                        | Atar                    | Ft-Gouraud                        | Akjoujt                     |                             | Chinguetti   |
|            |                        | St-Louis                | Nouakchott                        | Boutilimi<br>Rosso<br>Kiffa |                             | Aïoun-el-Atrouss<br>Aleg<br>Boghé<br>Kaédi<br>Méderdra<br>Moudjéria<br>M'Bout<br>Sélibaby<br>Tanchakett<br>Tichitt   |
|            |                        |                         | Néma                              |                             |                             | Oualata<br>Timbédra  |
| SÉNÉGAL    |                        |                         |                                   | Linguère<br>Matam<br>Podor  | Diorbivol                   | Bakel<br>Cade Baladji<br>Coki<br>Dagana<br>Dara<br>Darmousti<br>Kébémér<br>Louga<br>Namary<br>Sagata (Linguère)<br>Sagata (Louga)<br>Tiel<br>Vilingara (Linguère)<br>Yang-Yang |
|            |                        | Tambacounda             |                                   |                             |                             | Dialocoto<br>Goudiry<br>Guénéto<br>Kédougou<br>Kidira<br>Kongheul<br>Koumpentoum<br>Makaa-Coulibanta   |
|            |                        | Ziguinchor              |                                   | Kolda                       |                             | Diouloulou<br>Inhor<br>Kartiack<br>Linkering<br>Oussouye<br>Sédhiou<br>Vélingara (Casamance)   |
|            |                        | Thiès                   |                                   | Diourbel<br>Kaolack         | Bambey                      | Fatick<br>Foundiougne  |

| COLONIES            | STATIONS<br>RÉGIONALES | STATIONS<br>PRINCIPALES | Stations de 1 <sup>er</sup> Ordre |   | STATIONS<br>CLIMATOLOGIQUES        | STATIONS<br>PLUVIOMÉTRIQUES  |
|---------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------------|---|------------------------------------|--|
|                     |                        |                         | SONDAGES<br>« A »                 | SPÉCIALISÉES<br>« B »   |                                    |  |
| SÉNÉGAL<br>(suite)  |                        |                         |                                   |   |                                    | Joal<br>Kaffrine<br>Khombolè<br>M'Backé<br>Nioro-du-Rip<br>Tilmakha<br>Tivaouane   |
| CIRCONS-<br>CRPTION | Dakar                  | Dakar                   |                                   |   |                                    | M'Bao<br>Rufisque  |
| GUINÉE              | Conakry                | Conakry                 |                                   | Boké<br>Forécariah<br>Kindia<br>Labé<br>Mamou<br>Conakry (terrain)                | Dalaba<br>Gaoual<br>Mali<br>Tamara | Benty<br>Boffa<br>Coyah<br>Dubréka<br>Pita<br>Télimélé<br>Tolo<br>Tougué<br>Victoria<br>Youkounkoun                                  |
|                     |                        | Kankan                  | Dabola                            | Macenta<br>Siguiri  | Beyla<br>Gueckédou<br>Sérédou      | Kouroussa<br>Faranah<br>Bissikrima<br>Kissidougou<br>N'Zérécoré  |
| CÔTE<br>D'IVOIRE    | Abidjan                | Abidjan                 |                                   | Adiaké<br>Agboville<br>Bondoukou<br>Dimbokro<br>Gagnoa<br>Port-Bouët<br>Sassandra | La Mé                              | Abengourou<br>Aboisso<br>Agnébilékrou<br>Assaguié<br>Adzopé<br>Banco<br>Grand-Lahou<br>Lakota<br>Oumé<br>Rasso<br>Soubré<br>Tiassalé |
|                     |                        |                         | Tabou                             |   | Grabo<br>Taï                       | Guiglo<br>Toulépleu  |
|                     |                        | Bouaké                  |                                   | Man   |                                    | Béoumi<br>Bouaflé<br>Dabakala<br>Daloa<br>Mankono<br>M'Bahiakio<br>Séguéla<br>Ton-Koui<br>Touba                                      |

| COLONIES                    | STATIONS<br>RÉGIONALES | STATIONS<br>PRINCIPALES | Stations de 1 <sup>er</sup> Ordre |                                    | STATIONS<br>CLIMATOLOGIQUES             | STATIONS<br>PLUVIOMÉTRIQUES  |
|-----------------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|---|--|
|                             |                        |                         | SONDAGES<br>« A »                 | SPÉCIALISÉES<br>« B »              |   |  |
| CÔTE<br>D'IVOIRE<br>(suite) |                        | Ouagadougou             |                                   | Boromo                             |   | Dédougou<br>Koundé<br>Kaya<br>Koudougou<br>Koupéla<br>Léo<br>Pô<br>Tenkodogo<br>Yako                                     |
|                             |                        | Bobo-<br>Dioulasso      |                                   | Gaôra<br>Perkassédougou<br>Odienné |   | Banfora<br>Batié<br>Bouna<br>Boundiali<br>Diébougou<br>Korhogo   |
| DAHOMÉY                     | Cotonou                | Cotonou                 |                                   | Bohicon                            | Niaouli<br>Ouidah<br>Pobé<br>Porto-Novo | Abomey<br>Adjohon<br>Agrimey<br>Allada<br>Athiémé<br>Bopa<br>Grand-Popo<br>Parahoué<br>Sakété<br>Sémé<br>Zagnanado       |
|                             |                        | Tchaourou<br>Kandi      |                                   | Bembéréké<br>Nattitingou<br>Savé   |   | Banté<br>Boukombé<br>Dassa-Zoumé<br>Djougu<br>Kouandé<br>Malanville<br>N'Dall<br>Nikki<br>N'Toui<br>Parakou<br>Tanguiéta |
| SOUDAN                      | Bamako                 | Bamako                  |                                   | Bougouni<br>Sikasso                | Faladié<br>Koulikoro<br>Nara            | Banamba<br>Béléko<br>Dioïla<br>Goualalla<br>Kangaba<br>Kolokani<br>Mourdiah<br>Niénébalé<br>Nyamina<br>Tourcoingbam      |

| COLONIES            | STATIONS<br>RÉGIONALES | STATIONS<br>PRINCIPALES | Stations de 1 <sup>er</sup> Ordre |  | STATIONS<br>CLIMATOLOGIQUES | STATIONS<br>PLUVIOMÉTRIQUES  |
|---------------------|------------------------|-------------------------|-----------------------------------|--|-----------------------------|--|
|                     |                        |                         | SONDAGES<br>« A »                 | SPÉCIALISÉES<br>« B »                                |                             |  |
| SOUDAN<br>( suite ) |                        | Kayes                   |                                   | Bafoulabé<br>Kéniéba<br>Nioro<br>Toukoto             |                             | Diéma<br>Kita<br>Yélimané  |
|                     |                        |                         | Mopti                             | Hombori  | El-Oualadj<br>Ouahigouya    | Bandiagara<br>Djenné<br>Dountza<br>Goundam<br>Niafouké<br>Saraféré<br>Sofara   |
|                     |                        |                         | Ségou                             | Koutiala<br>San                                      | Tilemboya                   | Barouéli<br>Ké-Macina<br>Markala<br>Nouna<br>Sokolo<br>Tougan  |
|                     |                        | Gao                     | Aguélock                          | Ansongo<br>Kabara<br>Ménaka                          | Araouan<br>Kidal            | Bourem<br>Gourma-Rharous   |
| NIGER               | Niamey                 | Niamey                  | Birni-N'Koni                      | Dori<br>Dosso<br>Fada-N'Gourma<br>Tahoua<br>Tilabéry |                             | Diapaga<br>Dogondoutchi<br>Filingué<br>Gaya<br>Kantchari<br>Kolo<br>Koulou<br>Madaoua<br>Niamey-Aérodrome<br>Say<br>Téra<br>Yéni |
|                     |                        | Zinder                  | Agadez<br>Bilma                   | Maïné-Soroa<br>Maradi                                |                             | Gouré<br>Iférouane<br>Dirkou<br>Madama<br>Màgaria<br>Tanout<br>Tessaoua  |

| COLONIES | STATIONS<br>RÉGIONALES | STATIONS<br>PRINCIPALES | Stations de 1 <sup>er</sup> Ordre |                              | STATIONS<br>CLIMATOLOGIQUES           | STATIONS<br>PLUVIOMÉTRIQUES  |
|----------|------------------------|-------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---------------------------------------|--|
|          |                        |                         | SONDAGES<br>« A »                 | SPÉCIALISÉES<br>« B »        |                                       |  |
| Togo     | Lomé                   | Lomé                    | Mango                             | Atakpamé<br>Klouto<br>Sokodé | Alédjo<br>Nuatja<br>Pagouda<br>Palimé | Agbélouvé<br>Aklakou<br>Amlamé<br>Anécho<br>Assahoun<br>Attitogon<br>Bassari<br>Blitta<br>Daye-Kakpa<br>Dapango<br>Glékové<br>Guérin-Kouka<br>Kandé<br>Klabé<br>Kougnohou<br>Kpélé-Goudévé<br>Kpessi<br>Lama-Kara<br>Mission-Tové<br>Okou<br>Tabligbo<br>Tchamba<br>Tchekpo-Dédékpo<br>Togblékové<br>Tsévié<br>Yégué |

P. T. T.

ARRETE N° 760 DT. du 25 février 1946.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.;

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant organisation du Gouvernement général de l'A.O.F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925.

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies promulgué en A.O.F. par arrêté du 15 janvier 1913 et les actes modificatifs subséquents;

• Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du service des transmissions de l'A.O.F. promulgué en A.O.F. par arrêté n° 4190/AP. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté n° 4210/TP. du 3 décembre 1941, portant organisation du service des transmissions en A.O.F.;

Vu l'arrêté n° 2629/DT.-EP. du 27 août 1945 portant réaménagement des frais de transport aérien et des surtaxes avion;

Vu le décret n° 45-0143 du 26 décembre 1945, fixant les conditions de règlement des obligations entre les territoires de la zone franc, promulgué en A.O.F. par arrêté n° 4007/AP. du 28 décembre 1945;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les rémunérations allouées à la Société Nationale Air France, pour le transport des dépêches avion au départ de l'A.O.F., sont fixées comme suit :

|  | L. C.          | A. O.          | Tous Objets    |
|--|----------------|----------------|----------------|
| <b>1° Service intérieur, Togo</b>  |                |                |                |
| a) Courrier originaire de l'A.O.F., de France, d'Afrique du Nord et des Colonies françaises . . . . .  | Frs.<br>400,00 | Frs.<br>100,00 | Frs.<br>572,00 |
| b) Courrier originaire de l'Etranger . . . . .   |                |                |                |
| <b>2° Afrique équatoriale française, Cameroun</b>  |                |                |                |
| a) Courrier originaire de l'A.O.F. de France, d'Afrique du Nord et des Colonies françaises . . . . .   | 800,00         | 200,00         | 1.374,00       |
| b) Courrier originaire de l'Etranger (transit) . . . . .   |                |                |                |
| <b>3° France, Somalie Française, Madagascar, Réunion</b>   |                |                |                |
| a) Courrier originaire de l'A.O.F., de France, d'Afrique du Nord et des Colonies françaises . . . . .  |                |                | 1.120,00       |
| b) Courrier originaire de l'Etranger . . . . .   |                |                | 1.374,00       |
| <b>Afrique du Nord</b>   |                |                |                |
| a) Courrier originaire de l'A.O.F. et des Colonies françaises . . . . .  | 1.120,00       | 280,00         | 1.374,00       |
| b) Courrier originaire de l'Etranger . . . . .   |                |                |                |
| <b>4° Pays étrangers du Golfe de Guinée</b>  |                |                |                |
| (Gambie, Guinée Portugaise, Libéria, Sierra-Léone, Gold-Coast, Nigéria) . . . . .  |                |                | 572,00         |
| <b>5° Pays étrangers autres que ceux du Golfe de Guinée et en général tous pays autres que ceux indiqués précédemment, desservis directement par la Société Nationale Air-France</b> |                |                | 1.374,00       |

Ces rémunérations s'entendent pour le kilogramme (poids brut des dépêches) et en francs C.F.A.:

Celles indiquées sous 1° a) et 2° a) sont réduites de 5%.

ART. 2. — La rémunération pour le transport du courrier officiel est fixée au 1/4 de la rémunération pour les L. C.

ART. 3. — La rémunération pour le transport du courrier privé militaire (armée et marine) est fixée aux 4/5 de la rémunération pour les L. C.

ART. 4. — Les surtaxes avion à percevoir en A.O.F. sont fixées comme suit :

|   | L. C.<br>PAR 5 GRS. | A. O.<br>PAR 20 GRS. | Tous Objets<br>PAR 5 GRS. |
|---|---------------------|----------------------|---------------------------|
|   | Frs.<br>2,00        | Frs.<br>2,00         | Frs.                      |
| <b>I — Service intérieur A.O.F.</b>                               |                     |                      |                           |
| <b>II — Service Franco-colonial, Intercolonial, International</b> |                     |                      |                           |
| <b>Europe</b>   |                     |                      |                           |
| France (y compris la Corse) . . . . .                             |                     |                      | 6,00                      |
| Tous autres pays d'Europe . . . . .                               |                     |                      | 9,00                      |

|   | L. C.<br>PAR 5 GRS | A. O.<br>PAR 20 GRS. | TOUS OBJETS<br>PAR 5 GRS. |
|---|--------------------|----------------------|---------------------------|
|   | Frs.               | Frs.                 | Frs.                      |
| <b>Afrique</b>  |                    |                      |                           |
| Togo . . . . .  | 2,00               | 2,00                 |                           |
| Algérie, Maroc, Tunisie, Côte française des Somalis,<br>Madagascar, Réunion . . . . .   | 6,00               | 6,00                 |                           |
| Afrique Equatoriale Française, Cameroun . . . . .   | 4,00               | 4,00                 |                           |
| Gambie Anglaise, Guinée Portugaise, Sierra-Léone, Gold-<br>Coast, Nigéria Libéria . . . . .   |                    |                      | 3,00                      |
| Autres pays d'Afrique . . . . .   |                    |                      | 9,00                      |
| <b>Amérique</b>   |                    |                      |                           |
| Saint-Pierre et Miquelon, Alaska, Canada, Etats-Unis,<br>Terre Neuve . . . . .  |                    |                      | 15,50                     |
| Guadeloupe, Martinique, Antigua, Bahamas, Barbade,<br>Bermudes, Costa-Rica, Cuba-Curaçao, Dominicaine,<br>(république), Guatemala, Haïti, Honduras (république)<br>Iles du Vent, Iles sous le Vent, Jamaïque, Mexique<br>Nicaragua, Panama, Porto-Rico, Salvador (république)<br>Trinité, Vierges, (Iles) . . . . . |                    |                      | 19,50                     |
| Aruba, Bonaire . . . . .  |                    |                      | 20,00                     |
| Honduras Britannique, Equateur, Guyanes Britannique<br>et Hollandaise, Guyane Française, Pérou . . . . .  |                    |                      | 21,00                     |
| Colombie . . . . .  |                    |                      | 25,50                     |
| Vénézuela . . . . .   |                    |                      | 1                         |
| Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Falkland, Paraguay,<br>Uruguay . . . . .   |                    |                      | 22,50                     |
| <b>Asie</b>   |                    |                      |                           |
| Etablissements français de l'Inde, Indo-Chine . . . . .   |                    |                      | 00                        |
| Indes Britanniques, Thaïland, Syrie, Liban, Iran, Irak,<br>Palestine, Alaouides( territoire des ), Turquie d'Asie . . . . .   |                    |                      | 14,50                     |
| Tous autres pays d'Asie . . . . .   |                    |                      | 20,00                     |
| <b>Océanie</b>  |                    |                      |                           |
| Hawaï . . . . .   |                    |                      | 22,50                     |
| Nouvelle Calédonie, Etablissements Français d'Océanie . . . . .   |                    |                      | 22,00                     |
| Tous autres pays Océanie . . . . .  |                    |                      | 34,00                     |

ART. 5. — Le présent arrêté qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1946, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 25 février 1946.

*Pour le Gouverneur général en tournée,  
le Gouverneur Secrétaire général  
chargé de l'expédition des affaires courantes*

Y. DIGO.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Chambre de Commerce

ARRETE N° 44 F. du 17 janvier 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO - P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;



Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial;

Vu l'arrêté du 20 juin 1922 établissant une taxe au profit de la chambre de commerce du Togo sur le tonnage importé et exporté, ensemble tous les actes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté n° 4/F. du 5 janvier 1944, modifiant les taux de la taxe perçue au profit de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'arrêté n° 4/F. du 5 janvier 1944 susvisé :

##### Exportation :

|   |      |                   |
|---|------|-------------------|
| Café, coton égrené, kapok, pi-ments . . . . . | 5    | frs. par 100 kgs. |
| Beurre de karité . . . . .                    | 4    | —                 |
| Cacao, tapioca . . . . .                      | 3    | —                 |
| Arachides . . . . .                           | 2    | —                 |
| Amandes de karité . . . . .                   | 1,50 | —                 |
| Le reste sans changement.                     |      |                   |

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, ne sera applicable qu'aux produits de la récolte 1945-1946, et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 janvier 1946.

H. GAUDILLOT.

Approuvé par arrêté général n° 789 FI/A. du 27 février 1946.

ARRETE N° 161 APA. du 28 février 1946.

#### L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'Assemblées Représentatives;

Vu l'arrêté n° 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo;

Vu les textes modificatifs subséquents, à savoir : les arrêtés n° 481/APA. du 11 septembre 1943, n° 531/APA. du 5 octobre 1943;

Vu l'ordonnance n° 45-2366 du 15 octobre 1945 portant rétablissement des élections aux assemblées et conseils élus dans les territoires relevant du ministère des colonies, promulguée au Togo le 24 novembre 1945;

Vu l'arrêté général n° 3327/AP. du 31 octobre 1945 fixant les délais de révision des listes électorales en vue des élections prescrites par l'ordonnance du 15 octobre 1945, promulgué au Togo par arrêté n° 670/Cab. du 24 novembre 1945;

Vu l'arrêté n° 157/APA. du 25 février 1946 arrêtant et approuvant la liste définitive des électeurs à la chambre de commerce du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections en vue du renouvellement de la chambre de commerce du Togo, fixées par arrêté général n° 3327/AP. du 31 octobre 1945 susvisé, au 3 mars 1946, sont reportées au 10 mars 1946.

Elles auront lieu à Lomé à la Maison Commune sous la présidence du commandant du cercle de Lomé assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 10 heures à 12 heures.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1938, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser au président du bureau leur bulletin enfermé en deux enveloppes dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au Président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Vu l'urgence le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 28 février 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Viande de boucherie

ARRETE N° 163 AE. du 28 février 1946.

#### L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo, et création d'Assemblées Représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes subséquents la modifiant ou la complétant;

Vu l'arrêté n° 370 AE. du 7 juillet 1942 portant création d'une commission des prix;

Vu l'arrêté n° 10 CPS. du 4 janvier 1945 fixant les prix de la viande de boucherie;

Vu l'avis de la commission;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit les prix de vente à Lomé de la viande de boucherie :

|                            |                 |
|----------------------------|-----------------|
| Viande de bœuf . . . . .   | 25 frs. le kilo |
| Viande de mouton . . . . . | 30 frs. le kilo |

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 février 1946.

H. GAUDILLOT.

### Maïs

ARRETE N° 166 AE. du 1<sup>er</sup> mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté n° 238 AE/3 du 15 mai 1945 fixant le prix de vente de certains produits destinés à la consommation locale;

Vu les propositions du commandant du cercle d'Anécho;

Vu l'avis de la chambre de commerce en date du 28 février 1946;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix d'achat du maïs récolte 1945-1946 est fixé comme suit :

|                                    |                       |   |
|------------------------------------|-----------------------|---|
| Anécho . . . . .                   | 2.000 francs la tonne | — |
| Anfouin . . . . .                  | 1.940                 | — |
| Vogan . . . . .                    | 1.885                 | — |
| Attitogon . . . . .                | 1.860                 | — |
| Vokoutimé . . . . .                | 1.900                 | — |
| Akoumapé . . . . .                 | 1.825                 | — |
| Aklakougan . . . . .               | 1.900                 | — |
| Afagnan-Blétta-Atchadomé . . . . . | 1.830                 | — |
| Tabligbo . . . . .                 | 1.765                 | — |
| Togoville . . . . .                | 1.900                 | — |
| Tchekpo-Dédékpo . . . . .          | 1.725                 | — |
| Gboto-Vodougbe . . . . .           | 1.715                 | — |
| Kouvé . . . . .                    | 1.705                 | — |
| Ahépe . . . . .                    | 1.705                 | — |
| Tokpli . . . . .                   | 1.685                 | — |
| Aménran . . . . .                  | 1.840                 | — |

ART. 2. — Le prix de vente de détail à Lomé est fixé à 2 francs 50 le kilogramme.

ART. 3. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté notamment à celles de l'article 2 sera réprimée conformément aux dispositions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux de postes du Territoire.

Lomé, le 1<sup>er</sup> mars 1946.

H. GAUDILLOT.

### Billets de Banque de France

ARRETE N° 168 AE. du 2 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu l'arrêté local n° 30 Cab. du 10 janvier 1946 rendant applicable au Togo les dispositions de l'arrêté général n° 3985 du 28 décembre 1945;

Vu les radios n° 89 OCC. 53 et C. 1.030 CC. 52 du 28 février 1946;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 30 Cab. du 10 janvier 1946 rendant applicable au Togo les dispositions de l'arrêté général n° 3985 du 28 décembre 1945 est abrogé.

ART. 2. — La circulation et la détention des billets de la Banque de France de Cinq, Dix et Vingt francs sont interdites.

ART. 3. — Les détenteurs de coupures visées à l'article 2 résidant sur le Territoire du Togo sont autorisés à demander l'échange auprès des caisses du Trésor et des agents spéciaux dans un délai expirant le 15 mars 1946.

ART. 4. — Le trésorier-payeur, les agents du trésor et les agents spéciaux changeront les billets à vue franc pour franc.

ART. 5. — A la date de l'expiration du délai prévu à l'article 3 les agents spéciaux établiront les procès-verbaux des échanges et les adresseront immédiatement au trésorier-payeur. — Ils achemineront dès que possible les coupures sur le trésor.

ART. 6. — Le trésorier-payeur centralisera toutes les coupures. — Celles-ci étant comprises dans l'encaisse du trésorier sur la base de la nouvelle équivalence, la différence sera supportée par le budget local.

ART. 7. — Par dérogation aux dispositions précédentes, les banques n'échangeront sur justifications que les coupures détenues par elles au 25 décembre 1945.

ART. 8. — Les voyageurs porteurs de telles coupures les échangeront dès l'arrivée au Territoire obligatoirement chez les banquiers intermédiaires agréés au taux du change en vigueur. — Toute tentative de fraudes sera poursuivie pour infraction à la réglementation sur les changes.

ART. 9. — Le chef du bureau des finances et le trésorier-payeur sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

ART. 10. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions et dans tous les postes du territoire du Togo.

Lomé, le 2 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

### Forêts

ARRETE N° 169 AE. du 4 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 418 du 3 août 1939 est abrogé et remplacé par le suivant :

Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

Soient les points :

A — situé au point kilométrique 172,100 de la voie ferrée Lomé-Blitta.

B — situé au point kilométrique 170,725 de la voie ferrée Lomé-Blitta.

C — situé à l'intersection de la route Atakpamé-Blitta et d'une droite BC ayant un orientation géographique de 81 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 81 grades 5 vers l'Ouest.

D — situé à l'intersection de cette droite avec le sentier de Yoropodji à Gbékon.

E — situé au pied d'un fromager, au bord du sentier Yoropodji-Gbékon et à 544 mètres du point D en suivant ce sentier.

F — situé à 750 mètres au Sud-Est du point E sur une droite EF ayant un orientation géographique de 281 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 118 grades 5 vers l'Est.

G — situé à l'intersection des deux droites FG et IG, la droite FG ayant un orientation géographique de 381 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 18 grades 5 vers l'Est, et la droite IG (I situé au P.K. 170,200) ayant un orientation géographique de 73 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 73 grades 5 vers l'Ouest.

H — situé à l'intersection de la droite IG et de la route Atakpamé-Blitta.

I — situé au P.K. 170,200 de la voie ferrée Lomé-Blitta.

J — situé au P.K. 170,000 de la voie ferrée Lomé-Blitta.

K — situé à 307 mètres à l'Est du point J sur la droite JK ayant un orientation géographique de 311 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 88 grades 5 vers l'Est.

L — situé à 465 mètres à l'Est du point K sur la droite KL ayant un orientation géographique de 300 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 99 grades 5 vers l'Est.

M — situé à 430 mètres au Nord-Est du point L sur la droite LM ayant un orientation géographique de 357 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 42 grades 5 vers l'Est.

N — situé à 300 mètres au Nord-Est du point M sur la droite MN ayant un orientation géographique de 337 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 62 grades 5 vers l'Est.

O — situé à 500 mètres au Nord-Est du point N sur la droite NO ayant un orientation géographique de 359 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 40 grades 5 vers l'Est.

P — situé à 440 mètres au Nord-Est du point O sur la droite OP ayant un orientation géographique de 360 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 39 grades 5 vers l'Est.

Les limites sont :

#### Au Nord

- a) la conventionnelle PA.
- b) la voie ferrée Blitta-Lomé du P.K. 172,100 au P.K. 170,725.
- c) la conventionnelle BC.
- d) la conventionnelle CD.

#### A l'Ouest

le sentier Yoropodji-Gbékon du point D au point E.

#### Au Sud

- a) la conventionnelle EF.
- b) la conventionnelle FG.
- c) la conventionnelle GH.
- d) la conventionnelle HI.
- e) la voie ferrée du P.K. 170,200 au P.K. 170,000.
- f) la conventionnelle JK.
- g) la conventionnelle KL.

#### A l'Est

- a) la conventionnelle LM.
- b) la conventionnelle MN.
- c) la conventionnelle NO.
- d) la conventionnelle OP.

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté n° 418 du 3 août 1939 est abrogé et remplacé par le suivant :

Est distraite du territoire de la forêt classée d'Agbonou-Nord, une enclave appartenant aux habitants du village d'Alavagnon et dont les limites sont définies comme suit :

Soient les points :

a — situé à 25 mètres de l'axe de la voie ferrée Lomé-Blitta à hauteur du P.K. 171,628.

b — situé à 210 mètres à l'Est du point a sur la droite ab ayant un orientation géographique de 291 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 108 grades 5 vers l'Est.

c — situé à 80 mètres au Nord-Est du point b sur la droite bc ayant un orientation géographique de 365 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 34 grades 5 vers l'Est.

d — situé à 214 mètres au Nord-Ouest du point c sur la droite cd ayant un orientation géographique de 39 grades 5 autrement dit faisant avec le Nord géographique un angle de 39 grades 5 vers l'Ouest.

Les limites sont :

*Au Sud*

la conventionnelle ab.

*A l'Est*

la conventionnelle bc.

*Au Nord*

la conventionnelle cd.

*A l'Ouest*

la limite de l'emprise de la voie ferrée du P.K. 171,860 au P.K. 171,628.

ART. 3. — Le commandant du cercle d'Atakpamé et le chef de la section des eaux et forêts sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### **Lubrifiants**

ARRETE N° 170 AE. du 5 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes ultérieurs l'ayant complétée ou modifiée;

Vu la lettre du 26 février 1946 de la maison J. Walkden et Cie;

Vu l'avis de la commission;

#### **ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit à compter de la publication du présent arrêté les prix de vente à Lomé, taxes de transaction comprises, des lubrifiants ci-dessous :

|                                       | Prix<br>de gros<br>lrs. | Prix<br>de détail<br>lrs. |
|---------------------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Shell Gear Oil (drum de 45,8 gallons) | 2670                    | 26,65                     |
| Shell Grease F3 — (drum de 100 lbs)   | 1213                    | 12,10                     |
| Shell Triple Oil (drum de 45 gallons) | 2827                    | 28,25                     |
| Shell T. CY3 — (drum de 45 gallons)   | 2356                    | 23,55                     |

Les prix de vente en dehors de Lomé ne peuvent être majorés que des seuls frais de transport et de manutention.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

ARRETE N° 175 AE. du 8 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes ultérieurs l'ayant complétée ou modifiée;

Vu la lettre du 28 février 1946 de la United Africa Company Ltd.;

Vu l'avis de la commission;

#### **ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont fixés comme suit à compter de la publication du présent arrêté les prix de vente à Lomé, taxes de transaction comprises, du lubrifiant ci-dessous :

| PRIX DE GROS<br>(caisse de 24 boîtes) | PRIX DE DÉTAIL<br>la boîte |
|---------------------------------------|----------------------------|
| 1372,00                               | 62,90                      |

Huile spéciale pour Servo-frein

Les prix de vente en dehors de Lomé ne peuvent être majorés que des seuls frais de transport et de manutention.

ART. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera poursuivie et réprimée conformément à la loi du 14 mars 1942.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Personnel

##### *Chemins de fer et Wharf*

ARRETE N° 171 P. du 6 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 fixant le statut général des cadres locaux indigènes du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 293/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf du Togo;

Sur la proposition du directeur du réseau des Chemins de fer et du Wharf du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 4 de l'arrêté n° 293/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf du Togo est modifié ainsi qu'il suit :

1<sup>o</sup> (nouveau) — en qualité de stagiaires :

a) — parmi les élèves diplômés des grandes écoles du Gouvernement général (Ecole William Ponty — section administrative), — (Ecole technique supérieure de Bamako), qui, remplissant les conditions générales de recrutement prévues à l'article 3 de l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 susvisé, auront fait acte de candidature pendant une période de trois ans depuis leur sortie de l'école;

b) — parmi les élèves diplômés de l'Ecole Pinet Laprade et de l'Ecole des pupilles mécaniciens de la Marine de l'A.O.F. qui, remplissant les conditions générales de recrutement prévues à l'article 3 de l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 susvisé et ayant fait acte de candidature pendant une période de trois ans depuis leur sortie de l'école auront satisfait aux épreuves de l'examen professionnel prévu au paragraphe suivant.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Santé publique

##### *Méningite cérébro-spinale*

ARRETE N° 172 DSP. du 6 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu l'arrêté ministériel (colonies) du 7 janvier 1892, fixant la liste des maladies épidémiques dont la déclaration est obligatoire aux colonies et le mode de déclaration à employer;

Vu l'arrêté du 11 août 1921, réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo; ensemble tous arrêtés le modifiant ou le complétant;

Vu le décret du 11 novembre 1929, relatif à la protection de la santé publique au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des textes et la procédure d'application d'urgence;

Vu le télégramme n° 61 en date du 1<sup>er</sup> mars 1946 du commandant du cercle de Mango;

Sur la proposition du directeur local de la santé publique du Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Mango est déclaré infecté de méningite cérébro-spinale et placé sous le régime de surveillance sanitaire.

ART. 2. — Toutes communications entre le cercle de Mango et les territoires limitrophes sont provisoirement interrompues. Les communications sont également interrompues entre le cercle de Mango et le reste du territoire sauf en ce qui concerne l'acheminement du courrier postal.

ART. 3. — Nul ne pourra sortir du cercle de Mango sans être muni d'un passeport sanitaire délivré dans les conditions réglementaires par le chef de la subdivision sanitaire de Mango.

ART. 4. — Tous rassemblements publics tels que marchés, offices religieux, etc... sont interdits. Les écoles sont licenciées jusqu'à nouvel ordre. La levée de ces mesures sera prise par arrêté.

ART. 5. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des pénalités prévues au décret du 11 novembre 1929.

ART. 6. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui est déclaré immédiatement applicable dans les conditions fixées par le décret du 16 avril 1924 susvisé, sera affiché dans tous les lieux d'usage du Territoire, enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Listes électorales

ARRETE N° 176 APA. du 9 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'application de l'article 13, alinéa 5, du décret du 3 janvier 1946 susvisé, sont inscrits sur les listes électorales des non-citoyens, en vue des élections à l'assemblée représentative, ceux ou celles âgés de 21 ans au moins, titulaires, soit d'un diplôme délivré ou reconnu par l'Etat, soit d'un des diplômes officiels énumérés au tableau ci-annexé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

(Approbation du Ministre de la France d'outre-mer en date du 6 mars 1946).

*TABEAU portant énumération des diplômes officiels en Afrique Occidentale Française et au Togo, donnant droit à l'inscription sur les listes électorales des non-citoyens.*

- 1° — Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires;
- 2° — Diplôme de fin d'études des E.P.S.;
- 3° — Diplôme de sortie des Ecoles d'apprentissage ou professionnelles;

4° — Diplôme de fin d'études de l'Ecole des Pupilles Mécaniciens;

5° — Diplôme de sortie de l'Ecole de Navigation;

6° — Diplôme de fin d'études de l'Atelier Africain;

7° — Certificat de fin d'études du 1<sup>er</sup> cycle des Lycées;

8° — Diplôme de sortie des Ecoles Normales de Moniteurs et des Cours Normaux;

9° — Diplôme de sortie de l'Ecole Technique Supérieure;

10° — Diplôme de sortie des Ecoles Normales d'instituteurs et d'institutrices;

11° — Diplôme de sortie de l'Ecole William Ponty;

12° — Brevet de capacité colonial.

#### Douanes

ARRETE N° 178 D. du 9 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo notamment l'article 118 de ce décret;

Vu l'arrêté n° 528/D. en date du 24 septembre 1942 fixant la nomenclature des bureaux et postes de Douane, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts;

Sur la proposition du chef du service des Douanes;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un poste de Douane à Nytoé-Zoukpé (subdivision de Palimé) ouvert aux importations et aux exportations.

ART. 2. — Le tableau annexé à l'arrêté n° 528/D. en date du 24 septembre 1942 fixant la nomenclature des bureaux et postes des Douanes, leurs heures d'ouverture et de fermeture ainsi que les opérations auxquelles ils sont ouverts est complété comme suit :

| NOMENCLATURE<br>DES BUREAUX ET POSTES            | HEURES<br>D'OUVERTURE | ATTRIBUTIONS GÉNÉRALES |              |
|--|-----------------------|------------------------|--------------|
|  |                       | IMPORTATIONS           | EXPORTATIONS |
| Frontière Gold Coast —<br>Nytoé-Zoukpé . . . . . | 6. h. à 18 h.         | M. I.                  | M. E.        |

ART. 3. — Le chef du service des Douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 1946, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### Productions coloniales

ARRETE No 179 AE. du 11 mars 1946.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO. P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'Assemblées Représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le radiotélégramme du Gouverneur général n° C. 85 SE/P. du 11 février 1946;

Vu le radiotélégramme ministériel n° 50 AE/I du 26 février 1946;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La nouvelle valeur FOB port de Lomé et la valeur loco magasin Lomé des produits suivants, de la campagne 1945-1946, qui seront exportés hors du Togo sont ainsi fixées à la tonne :

|   | F.O.B. | Loco-magasin |
|---|--------|--------------|
| 1 <sup>o</sup> — Cacao en fèves, récolte principale en sacs . . . . . | 10.300 | 9.637        |
| 2 <sup>o</sup> — Café en sacs,  |        |              |
| Niaouli courant . . . . .   | 19.000 | 16.920       |
| Niaouli supérieur . . . . .   | 21.200 | 18.912       |
| Triage et brisures . . . . .  | 15.000 | 13.297       |
| Arabica courant . . . . .   | 23.250 | 20.769       |
| Arabica supérieur . . . . .   | 25.650 | 22.942       |
| Triage et brisures . . . . .  | 18.350 | 16.331       |
| Triage choix . . . . .  | 27.650 | 24.754       |
| 3 <sup>o</sup> — Tapioca en sacs . . . . .                            | 9.500  | 8.458        |
| 4 <sup>o</sup> — Kapok égrené en balles pressées et cerclées :        |        |              |
| blanc . . . . .   | 25.000 | 20.603       |
| gris . . . . .  | 22.260 | 18.296       |
| 5 <sup>o</sup> — Coton égrené en balles pressées et cerclées :        |        |              |
| Sea Island amélioré . . . . .   | 30.700 | 27.539       |
| Budi sélectionné . . . . .  | 30.000 | 26.905       |

ART. 2. — Le montant du prélèvement à verser à la caisse de compensation et de péréquation gérée par le chef du bureau des finances est ainsi fixé à la tonne :

|                                       |       |
|---------------------------------------|-------|
| Cacao . . . . .                       | 2.712 |
| Niaouli courant . . . . .             | 1.591 |
| Niaouli supérieur . . . . .           | 1.762 |
| Triage et brisures . . . . .          | 1.590 |
| Coton Sea Island : Amélioré . . . . . | 7.295 |
| Coton Budi sélectionné . . . . .      | 7.558 |
| Tapioca . . . . .                     | 1.919 |

|                              |       |
|------------------------------|-------|
| Kapok blanc . . . . .        | 2.226 |
| Kapok gris . . . . .         | 1.870 |
| Arabica courant . . . . .    | 1.968 |
| Arabica supérieur . . . . .  | 2.148 |
| Triage et brisures . . . . . | 1.976 |
| Choix . . . . .              | 2.149 |

ART. 3. — Le montant des sommes à verser à la caisse de compensation gérée par la chambre de commerce et destinée à rembourser les frais supplémentaires pour augmentation des transports routiers est ainsi fixé à la tonne :

|   |                       |
|---|-----------------------|
| Cacao . . . . .                         | 100 francs à la tonne |
| Café toutes variétés . . . . .          | 100 —                 |
| Tapioca . . . . .                       | 30 —                  |
| Kapok blanc et gris . . . . .           | 1.000 — fibres        |
| Coton Sea et Sudi sélectionné . . . . . | 300 —                 |

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les postes du territoire.

Lomé, le 11 mars 1946.

H. GAUDILLOT.

#### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

##### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Rappel d'ancienneté

Par arrêté en date du 18 janvier 1946, les Gouverneurs des Colonies dont les noms suivent conservent les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après :

##### Gouverneurs de 3<sup>e</sup> classe :

M.M.

Noutary (Jean) 3 ans 8 mois 29 jours.

##### Promotions

Par arrêté du Ministre des Finances en date du 25 septembre 1945 :

Sont promus à la 2<sup>e</sup> classe de leur grade, les payeurs de 3<sup>e</sup> classe des Trésoreries de l'Afrique occidentale française dont les noms suivent :

M.M.

Laporte Roger.

Par arrêté du ministre des colonies, en date du 16 novembre 1945, sont promus, pour compter des dates indiquées ci-après, les administrateurs des colonies, dont les noms suivent :



*Au grade d'administrateur de 1<sup>re</sup> classe :*  
(Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1945)

M.M. Lemoine Jacques;

*A la 2<sup>e</sup> classe du grade d'administrateur :*  
(Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1945)

M.M. Rives François.

*Pour administrateur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*  
(Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1945)

M.M. Brustlein Charles;

Le Glatin Yves;

Par arrêté du Ministre des Colonies, en date du 11 décembre 1945, la promotion à la 3<sup>e</sup> classe du grade d'ingénieur adjoint des Travaux Publics des colonies de M. Lombard Armand prendra effet, tant du point de vue de la solde que de celui de l'ancienneté, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1944, date à laquelle l'intéressé a été promu à la 2<sup>e</sup> classe du grade d'ingénieur adjoint des Travaux Publics de l'Etat.

## ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

### Passage à l'échelon supérieur de solde

Par arrêté n° 6 en date du 9 janvier 1946 l'avancement automatique à l'échelon supérieur de solde des agents ci-dessous désignés est constaté :

2<sup>o</sup> — Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946 :  
CADRE COMMUN SUPÉRIEUR

#### Voie et Bâtiments

M.M. Rosa Gustave, chef de section avant 4 ans, passe chef de section après 4 ans;

### Tableaux d'avancement

Par arrêtés du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, sont inscrits au tableau d'avancement, au titre de l'année 1946, le personnel des cadres ci-après :

#### CADRE COMMUN SECONDAIRE DES VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES

*Pour le grade de vétérinaire auxiliaire ppal de 4<sup>e</sup> cl :*

M.M. Amegee Paul  
Boehm Nathan

vétérinaires auxiliaires ordinaires de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de vétérinaire  
auxiliaire ordinaire de 3<sup>e</sup> classe :*

M.M. Gaye Malick,

vétérinaires auxiliaires ordinaires de 4<sup>e</sup> classe.

### Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général de l'Afrique occidentale française, sont promus pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1946, tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté et conservent dans leur nouveau grade les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

#### CADRE COMMUN SECONDAIRE DES VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES

*Au grade de vétérinaire auxiliaire ppal de 4<sup>e</sup> cl. :*

M.M. Amegee Paul (R.S.M. néant)  
Boehm Nathan (R.S.M. néant)

vétérinaires auxiliaires ordinaires de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de vétérinaire  
auxiliaire ordinaire de 3<sup>e</sup> classe :*

M.M. Gaye Malick, 3<sup>e</sup> tour choix (à défaut de candidat à l'ancienneté) R.S.M. néant.

### Affectation

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

23 février 1946. — M. Joseph Carbou, inspecteur divisionnaire principal (Matériel et Traction) du cadre supérieur des chemins de fer de l'A.O.F., en service en Guinée, est placé dans la position hors cadres et, sans solde et mis à la disposition du Commissaire de la République du Togo pour compter de sa mise en route sur sa nouvelle affectation.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### PERSONNEL EUROPÉEN

#### Nomination

Par décision N° 167 P. du :

6 mars 1946. — M. de Guise Félix, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, adjoint au commandant du cercle d'Anécho, est chargé d'assurer provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, celles d'agent spécial d'Anécho jusqu'à l'arrivée du commis d'administration principal de classe exceptionnelle Quashie William, nommé agent spécial d'Anécho par décision n° 124/P. du 17 février 1946.

**Affectations**

Par décision N° 157 P. du :

28 février 1946. — Les fonctionnaires dont les noms suivent, nouvellement mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivés au territoire le 26 février 1946 sont affectés provisoirement :

*Au Cabinet du Commissaire de la République*

M. Prudon Georges, élève-administrateur des colonies,

*Au Bureau des A.P.A.*

M. Chaumeil Gérard, élève-administrateur des colonies.

**Agents auxiliaires****Fixations de salaire**

Par décision N° 162 P. du :

6 mars 1946. — Le salaire mensuel de Madame Bodo Georgette (née Saguet) lingère à l'hôpital de Lomé, est fixé à :

5.000 francs pour compter du 15 avril 1945  
et à 5.500 francs pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1945.

Par décision N° 163 P. du :

6 mars 1946. — Le salaire mensuel de Mademoiselle Marguerite Verbeke, en religion Sœur Emmanuel, infirmière directrice du dispensaire de Yadé (Subdivision de Lama-Kara), est fixé à trois mille francs (3.000 francs) pour compter du 15 avril 1945.

**Nominations**

Par décision N° 153 P. du :

26 février 1946. — M. Samaté Léopold est engagé, à titre précaire et essentiellement révocable, en qualité de commis et mis à la disposition du chef du service des contributions directes.

Il aura droit en cette qualité à un salaire mensuel global de quatre mille francs (4.000 francs) dégagé de tous accessoires ou indemnités.

Pour tout ce qui concerne les soins médicaux, hospitalisations, affectations et mutations, les dispositions prévues par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire sont applicables à M. Samaté.

**PERSONNEL INDIGÈNE****Titularisation**

Par arrêté N° 173 P. du :

6 mars 1946. — Le préposé stagiaire du cadre local des douanes du Togo Adioshon Odoudé Nicolas, en service à Lomé, est titularisé dans son emploi et nommé préposé de 6<sup>e</sup> classe pour compter du 24 décembre 1945, date d'expiration de la période supplémentaire de stage qui lui a été imposée.

**Affectations**

Par décision N° 152 P. du :

26 février 1946. — Le facteur adjoint de 6<sup>e</sup> classe du cadre local des transmissions du Togo, Hoffer André, en service à la Recette Principale du bureau des P.T.T. à Lomé, est détaché temporairement à Anécho, pour y remplir, à titre intérimaire, pendant la durée de la permission d'absence du facteur adjoint de 2<sup>e</sup> classe Sossou François, les fonctions dont ce dernier était chargé.

M. Hoffer aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Par décision N° 175 P. du :

11 mars 1946. — L'infirmière visiteuse auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F., Amorin Laurentine, nouvellement mise à la disposition du Commissaire de la République au Togo et arrivée à Lomé le 28 février 1946, est affectée à la formation sanitaire de Palimé, en remplacement de la sage-femme africaine Hlomaschie Hanny, en disponibilité.

**Démission**

Par arrêté N° 164 P. du :

28 février 1946. — Est acceptée la démission de son emploi du cadre local des commis d'administration du Togo offerte par M. Santos Pedro, commis d'administration ordinaire de 2<sup>e</sup> classe, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1945, date de son admission dans le cadre commun secondaire des aides-météorologistes de l'A.O.F., suivant l'arrêté général n° 566 P./5 du 11 février 1946.

**Agents auxiliaires****Nomination**

Par décision N° 156 P. du :

27 février 1946. — L'agent journalier Ketoh Joseph, en service au bureau d'études des Travaux Publics à Lomé, est engagé en qualité de chef d'équipe auxiliaire des Travaux Publics (échelle 1 échelon 3) pour compter du 1<sup>er</sup> février 1946.

Le chef d'équipe auxiliaire Ketoh Joseph reste à la disposition du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines.

**Démission**

Par décision N° 161 P. du :

6 mars 1946. — L'ouvrier auxiliaire Kurt Prangué, précédemment en service au Garage Central à Lomé, est considéré comme démissionnaire de son emploi et rayé des contrôles pour compter du 1<sup>er</sup> février 1946, date à laquelle il n'a pas rejoint son poste à l'expiration du congé sans solde de 9 mois dont il était titulaire.

**Gardes frontières**

Par décision N° 154 P. du :

26 février 1946. — Le salaire des gardes-frontières ci-après désignés, engagés par décision n° 686/P. du 5 décembre 1945, est fixé à mille six cent cinquante francs (1.650 frs.) par mois pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1945 :

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| Dick Pierre,       | Kouassi Pascal,  |
| Assouva Assouméto, | Mama Kondo,      |
| Ayité Paul,        | Salifou Ali,     |
| Dossou Ferdinand,  | Boukari Indabli, |
| Djoto Lama,        | Comlan Koami,    |
| Madjanta Yovo,     | Djoré Adjé,      |
| Bélignan Konkomba, | Abourou Salifou. |

**Forces de Police**

Par arrêté N° 165 BM. du :

1<sup>er</sup> mars 1946. — Sont agréés à la compagnie des forces de police à compter du 1<sup>er</sup> février 1946 :

*comme 1<sup>re</sup> classe stagiaire*

Bilimpo Mondamé, ex-caporal de tirailleurs.

*comme stagiaire catégorie B*

Mory Konaté Aboubakar.

Le caporal Oumarou III, Mle M/514 BC, de la compagnie des forces de police, décédé à l'hôpital de Lomé le 6 février 1946, est rayé des contrôles actifs des forces de police du territoire à compter du 7 février 1946.

La gratuité du transport est accordée à sa famille pour rejoindre ses foyers.

**DIVERS****Commandement indigène*****Suspension de solde***

Par décision N° 168 APA. du :

7 mars 1946. — Il est infligé au nommé Apetor II, chef du canton de Palimé-Ville, une suspension de solde de 30 jours pour attitude incompatible avec la nature de ses attributions.

**Commission*****Victimes de Vichy***

Par décision N° 174 APA. du :

10 mars 1946. — M. Dabéziès, ingénieur-adjoint des travaux publics des colonies, est nommé membre de la commission instituée par décision N° 234/APA. du 6 mai 1945, chargée d'examiner les demandes d'indemnités pour dommages matériels formulées par les personnes non fonctionnaires, victimes de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français », en remplacement de M. Robichon, instituteur du cadre commun supérieur de l'A.O.F., parti en congé.

**Enseignement**

N° 164 E. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p.i. en date du :

6 mars 1946. — Les examens et concours scolaires dont la liste suit auront lieu en 1946 aux dates ci-après indiquées :

*Certificat d'études primaires élémentaires (école européenne).*

Lundi 20 mai.

*Certificat d'E. P. E. (écoles indigènes)*

Lundi 27 mai et jours suivants.

*Certificat d'enseignement primaire supérieur*

Lundi 3 juin et jours suivants.

*Concours d'entrée à l'école primaire supérieure de Lomé et au cours complémentaire Notre-Dame des Apôtres de Lomé*

Lundi 10 juin et jours suivants.

*Concours d'entrée au cours normal des moniteurs d'Atakpamé*

Mardi 18 juin et jours suivants.

*Diplôme de sortie de l'Ecole Professionnelle de Sokodé*

Lundi 24 juin et jours suivants.

*Diplôme d'aptitude professionnelle*

Lundi 8 juillet

*Concours pour le recrutement d'instituteurs du cadre local secondaire de l'Enseignement*

Lundi 14 octobre et jours suivants.

*Concours pour le recrutement de moniteurs du cadre local secondaire de l'Enseignement*

Lundi 28 octobre et jours suivants.

**Examens professionnels**

Par décision N° 176 P. du :

11 mars 1946. — Sont autorisés à subir les épreuves des examens professionnels prévus par l'arrêté n° 288/P. du 7 juin 1945 et qui auront lieu à Lomé aux dates fixées par la décision n° 11/P. du 9 janvier 1946 :

*Pour l'accession à la classe exceptionnelle du grade de commis d'administration principal :*

M.M. Goëh Clément, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, en service au Bureau des Finances ;

Gbikpi Norbert, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, en service au Bureau du Personnel ;

Lawson Bernardin, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, en service aux Forces de Police ;

Bandeira James, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, en service au Bureau Militaire;

Sanvee Emmanuel, commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe, en service à l'hôpital de Lomé.

*Pour l'accession à la classe exceptionnelle du grade de commis ppal des Transmissions : (Section P.T.T.)*

M.M. Gonçalves René, commis principal de 1<sup>re</sup> classe, des Transmissions, en service au bureau des P.T.T. à Lomé;

Poenou Marcellin, commis principal de 1<sup>re</sup> cl., des Transmissions, en service à la Direction des P.T.T.

*Pour l'accession à la classe exceptionnelle du grade de commis principal des douanes :*

M.M. Pédanou Andréas, commis principal de 2<sup>e</sup> classe des douanes, en service au bureau des douanes de Lomé;

Gbeblewoo Nicolas, commis principal de 2<sup>e</sup> cl. des douanes, chef du poste des douanes de Kwadjovikopé;

Akouesson Valentin, commis principal de 2<sup>e</sup> cl. des douanes, chef du poste des douanes de Bitjabé;

d'Almeida Alfred, commis principal de 3<sup>e</sup> cl. des douanes, chef du poste des douanes de Klouto;

Johnson Félix, commis principal de 3<sup>e</sup> classe des douanes, chef du poste des douanes de Kpadapé;

Eclou Michel, commis de 1<sup>re</sup> classe, des douanes, chef du poste des douanes de Ségbé.

*Pour le passage du grade de moniteur adjoint au grade de moniteur ordinaire de l'enseignement :*

M.M. Johnson David, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école rurale de Kévé;

Latévi Eloi, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, à l'école régionale d'Anécho;

Goudéagbé William, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école rurale de Zowla;

Tété David, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, à l'école régionale d'Atakpamé;

Prince Alexandre, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école régionale de Nuatja;

Akouesson Arthur, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école régionale d'Anécho;

Agbékponou Louis, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école régionale d'Anécho;

Kouassi Daniel, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, à l'école rurale de Gnitoé;

Yékplé Mensah Joseph, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, à l'école rurale de Tsévié;

Agbojan Joseph, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, à l'école rurale de Cambolé;

Lawson Benoît, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe, à l'école régionale d'Atakpamé;

Johnson Clément, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école rurale de Kougnohou;

Lawson Grégoire, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école rurale de Daye Kakpa;

Houédakor Ambroise, moniteur-adjoint de 1<sup>re</sup> cl., à l'école rurale de Kpélé Goudévé.

*Pour le passage de la 2<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> classe du grade de moniteur ordinaire de l'Agriculture :*

M. Atsou Eho Ebénézer, moniteur de 2<sup>e</sup> classe d'Agriculture, en service à Atakpamé.

Les épreuves d'instruction générale communes aux examens professionnels prévus pour les commis d'administration, commis des Transmissions et les commis des douanes, auront lieu dans la salle de conférences du Commissariat de la République.

Les épreuves de formation professionnelle spéciale à chaque cadre auront lieu :

1<sup>o</sup> — dans la salle de conférences du Commissariat de la République, pour les commis d'administration.

2<sup>o</sup> — dans les bureaux des P.T.T., pour les commis des Transmissions (section P.T.T.).

3<sup>o</sup> — dans les bureaux des douanes, pour les commis des douanes.

Les épreuves de l'examen professionnel pour les moniteurs de l'enseignement auront lieu dans les salles de classes dont le choix est laissé à l'appréciation du chef du service de l'enseignement.

L'examen professionnel pour le passage à la 1<sup>re</sup> cl. du grade de moniteur ordinaire de l'agriculture aura lieu au service de l'agriculture.

#### Interdiction de séjour

Par arrêté N° 174 APA. du :

7 mars 1946. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 3 avril 1946, date de l'expiration de sa peine de prison, au nommé Seybou Inoussa, âgé de 30 ans environ, né à Niamey (Niger), fils des feus Seybou et Fouléra, de race et coutume haoussa, de statut musulman, sans profession ni domicile fixe, célibataire sans enfant, condamné à 3 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour vol de deux paquets de cigarettes par jugement N° 13 en date du 7 janvier 1946 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé.

#### Justice

Par arrêté N° 159 APA. du :

26 février 1946. — Est et demeure rapporté l'arrêté N° 19 APA. du 6 janvier 1946 désignant le médecin-capitaine Escolivet (Jean-Henri-Louis) médecin-chef de la subdivision sanitaire de Palimé, comme président ad-hoc du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Klouto pour connaître de l'affaire Issa Aballo Martin, chauffeur du camion de la S.I.P., prévenu du délit de blessures par imprudence, en remplacement du chef de subdivision empêché.

M. Giraud, Robert, instituteur du cadre métropolitain, directeur de l'école régionale de Palimé, est désigné comme Président ad-hoc du tribunal du premier degré de Klouto pour connaître de l'affaire Issa Aballo Martin, chauffeur du camion de la S.I.P., prévenu du délit de blessures par imprudence, en remplacement du médecin-capitaine Escolivet affecté à Atakpamé.

**Libération conditionnelle**

Par arrêté N° 177 APA. du :

9 mars 1946. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Edwin Nunyakpe, condamné à un an d'emprisonnement par jugement en date du 2 octobre 1945 du tribunal correctionnel de Lomé pour abus de confiance.

**Produits pharmaceutiques**

Par arrêté N° 160 APA. du :

26 février 1946. — La Société G.B. Ollivant est autorisée à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de médicaments des listes N°s 1 et 2, dans sa boutique sise à Sokodé et gérée par M. Lawson Edouard Placca.

**Santé****Ecole d'infirmiers et infirmières**

Par décision N° 166 P. du :

6 mars 1946. — Le nommé Atayi Elias est exclu de l'école des infirmiers et infirmières du Togo pour faute grave, pour compter du 17 février 1946.

**Secours**

Par décision N° 171 CFT. du :

9 mars 1946. — Un secours éventuel de Six cents francs (600 frs.) est accordé à Madame Joséphine Fofoe, veuve de Van-Lare, ex-aiguilleur du Réseau des Chemins de fer du Togo.

La dépense est imputable au budget annexe du Chemin de fer et du Wharf chapitre I — art. 4 — parag. 2.

**Subventions**

Par décision N° 160 E. du :

6 mars 1946. — Pour le quatrième trimestre 1945, une subvention de 65.100 francs est accordée aux établissements de la Mission Evangélique afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel ou agricole et de fournitures scolaires.

Par décision N° 172 E. du :

9 mars 1946. — Pour le quatrième trimestre 1945, une subvention de 6.900 francs est accordée aux établissements de la Mission Méthodiste d'Anécho afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel ou agricole et de fournitures scolaires.

**Textes publiés à titre d'information****ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Enseignement**

*ARRETE interministériel du 18 janvier 1946.*

Le Ministre des Affaires étrangères,  
Le Ministre des Colonies,  
Le Ministre de l'Education nationale,  
Le Ministre des Finances,

Vu l'ordonnance du 20 avril 1945 instituant des mesures exceptionnelles en matière d'examens et de concours,

Vu l'arrêté du 9 août 1945 fixant le régime des études et examens de certaines catégories d'étudiants et élèves victimes de la guerre de 1939-1945;

**ARRETENT :**

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice des dispositions de l'arrêté interministériel du 9 août 1945 fixant le régime des études et examens de certaines catégories d'étudiants et élèves victimes de la guerre de 1939-1945, exclusion faite de celles de l'article 9 relatives à l'épreuve facultative prévue en faveur des prisonniers de guerre, est accordé aux citoyens, sujets ou protégés français résidant dans les territoires d'outre-mer ou à l'étranger, et appartenant à l'une des catégories suivantes :

1<sup>o</sup> — Etudiants ou élèves empêchés de se présenter aux examens et concours du fait de l'interruption des communications avec la Métropole dû aux événements de la guerre;

2<sup>o</sup> — Etudiants ou élèves éloignés par suite des hostilités de tout établissement d'enseignement susceptible de les préparer auxdits examens et concours.

ART. 2. — Les dispositions finales de l'arrêté interministériel du 9 août 1945 sont remplacées par les suivantes en ce qui concerne les catégories d'étudiants et élèves visées à l'article premier :

1<sup>o</sup> — Les bénéficiaires du présent arrêté pourront, en principe en invoquer les dispositions pendant une période de cinq années scolaires à compter du jour de leur première inscription ou immatriculation dans un établissement auquel elles s'appliquent. Cependant cette première inscription ou immatriculation devra être prise dans un délai de six mois à partir de la publication du présent arrêté.

2<sup>o</sup> — Est expressément constatée la nullité de l'acte dit arrêté du 14 octobre 1942, relatif aux programmes applicables lors des diverses sessions spéciales d'examens de l'enseignement supérieur instituées en faveur de certaines catégories d'étudiants. Toutefois cette nullité ne porte pas atteinte aux effets qui découlent de l'application dudit acte antérieurement à la mise en vigueur du présent arrêté.

ART. 3. — Les Directeurs intéressés au Ministère des Affaires Etrangères, au Ministère des Colonies, au Ministère de l'Education Nationale et au Ministère des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République

française et aux *Journaux officiels* des diverses Colonies.

Fait à Paris, le 18 janvier 1946.

*Le Ministre de l'Education nationale*

P. GIACOBBI.

*Le ministre d'Etat,  
ministre des affaires étrangères par intérim,  
Francisque GAY.*

*Le ministre des finances,  
Pour le Ministre,  
Le Directeur du Cabinet,  
P. DELOUVRIER.*

*Le Ministre des Colonies,  
Jacques SOUSTELLE.*

*Voir arrêté interministériel du 9 août 1945 au J.O.  
R. F. du 15 août 1945 page 5072.*

**ARRETE** interministériel du 24 janvier 1946.

Le Ministre de l'Education Nationale,

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les examens du Brevet Supérieur, supprimés dans la Métropole, après la session d'octobre 1945, sont maintenus jusqu'en 1947 inclus dans la Corse, l'Algérie, les colonies, les pays de protectorat et dans les centres déjà désignés à l'étranger.

Les deux sessions normales de juin et d'octobre seront ouvertes, en 1946, pour les candidats aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> parties, en 1947, pour les candidats à la 3<sup>e</sup> partie. Les sessions de 1947 seront les dernières.

**ART. 2.** — Les candidats venus de ces pays dans la Métropole après la Libération pourront subir les épreuves des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> parties du Brevet Supérieur au chef-lieu de chaque département, dans les mêmes conditions que s'ils étaient restés dans leur pays d'origine.

**ART. 3.** — Trois sessions spéciales du Brevet Supérieur seront ouvertes dans la Métropole et l'Algérie, et pourront être ouvertes par décision du ministre intéressé dans les colonies, les pays de protectorat et les centres de l'Etranger.

Elles seront exclusivement réservées aux candidats aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> parties qui satisfont aux conditions prévues à l'article premier de l'arrêté du 9 août 1945 ou qui, engagés ou mobilisés après le 1<sup>er</sup> janvier 1945, n'ont pu se présenter aux sessions de 1945.

Les intéressés devront prouver qu'ils appartiennent à l'une de ces catégories au moyen de pièces qui seront examinées par la Commission constituée, dans chaque académie, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté précité ou, aux colonies et à l'étranger, par une commission analogue.

**ART. 4.** — Aux sessions spéciales, prévues à l'article 3 du présent arrêté, les épreuves seront les suivantes :

DEUXIÈME PARTIE DU BREVET SUPÉRIEUR :

1<sup>re</sup> série d'épreuves :

Composition comprenant un problème d'arithmétique ou d'algèbre (durée 1 h. 1/2) et un problème de géométrie (durée 1 h. 1/2) ;

2<sup>e</sup> série d'épreuves :

(Supprimée)

TROISIÈME PARTIE DU BREVET SUPÉRIEUR :

1<sup>re</sup> série d'épreuves :

1<sup>o</sup> — Composition sur un sujet de morale ou de pédagogie (durée : 3 h.) ;

2<sup>o</sup> — Composition sur un sujet de littérature (durée : 3 h.) portant sur le programme annexé au présent arrêté).

2<sup>e</sup> série d'épreuves

1<sup>o</sup> — Lecture à haute voix. Explication grammaticale et littéraire d'un texte français emprunté au programme annexé au présent arrêté ;

2<sup>o</sup> — Traduction d'un texte facile de langue étrangère ;

3<sup>o</sup> — Interrogation sur l'histoire de l'Europe de 1815 à nos jours ;

4<sup>o</sup> — Epreuves de dessin (durée : 4 h.) comprenant :

a) dessin et une composition décorative ;

b) croquis coté ;

5<sup>o</sup> — Exécution d'un chant ;

6<sup>o</sup> — Epreuve d'exercice physique.

**ART. 5.** — Pour l'année 1946, les sessions normales prévues aux articles 1 et 2 s'ouvriront dans la Métropole et en Algérie les mardis 4 juin et 8 octobre.

Les dates des sessions spéciales prévues à l'article 3 sont fixées comme il suit pour la Métropole et pour l'Algérie :

1<sup>re</sup> session : mardi 26 mars 1946 ;

2<sup>e</sup> session : mardi 4 juin 1946 ;

3<sup>e</sup> session : mardi 8 octobre 1946.

Les dates des sessions aux colonies et à l'étranger seront fixées par décisions des Départements ministériels intéressés.

**ART. 6.** — Les registres d'inscription seront clos deux mois avant l'ouverture de chaque session.

**ART. 7.** — Pour les jeunes gens candidats aux sessions spéciales prévues à l'article 3, les sujets de compositions écrites seront choisis par le Ministre de l'Education Nationale.

Fait à Paris, le 24 janvier 1946.

*Le Ministre de l'Economie nationale,*

P. GIACOBBI.

*Le Ministre des Colonies,  
Jacques SOUSTELLE.*

*Le ministre des affaires étrangères,  
Georges BIDAULT.*

## ANNEXE

SESSIONS SPÉCIALES DU BREVET SUPÉRIEUR  
(Articles 3 et 4 du présent arrêté).

AUTEURS FRANÇAIS A ÉTUDIER :

*Ronsard-Sonnets :*

« Comme on voit sur la branche »

« Quand vous serez bien vieille.... »

« Je plante en ta faveur cet arbre de Cybelle... »  
 « Il ne faut s'ébahir, disaient ces bons vieillards... »

Corneille — *Horace*,  
 Racine — *Athalie*,  
 Molière — *Le Misanthrope*,  
 La Fontaine — *Fables*,  
 Voltaire — *Micromégas*,  
 Chateaubriand — *Les Martyrs*, Livres VI et IX.  
 Balzac — *Le Père Goriot*,  
 Victor-Hugo — *Les Contemporains*: *Pauca meae*.

*Les Châtiments :*

« Souvenir de la Nuit du 4 »  
 « Le Manteau Impérial »  
 « Stella »  
 « Ultima Verba ».

**Fonctionnaires coloniaux rapatriés**

**CIRCULAIRE** N° 9.557 P. à Messieurs Les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des Colonies, Les Commissaires de la République au Togo et au Cameroun, L'Administrateur de Saint-Pierre et Miquelon.

J'ai constaté que les fonctionnaires coloniaux rapatriés au titre de la relève ignoraient la plupart du temps les formalités qu'ils avaient à accomplir en arrivant en France, ainsi d'ailleurs que les règles élémentaires d'administration du personnel colonial dans la métropole. Les uns ne savent pas de quel service colonial ils dépendent, d'autres arrivant à Paris par voie aérienne se présentent dans les bureaux de la Direction du Personnel pour demander des renseignements d'ordre courant au sujet de leurs émoluments ou de leur situation administrative.

D'un autre côté les services coloniaux auraient intérêt à connaître à l'avance les noms des fonctionnaires embarqués à destination de la métropole ou de l'Afrique du Nord, soit par voie aérienne, soit par voie maritime. Ils pourraient ainsi prendre des dispositions pour qu'à leur arrivée les diverses formalités d'ordre administratif ou financier soient accomplies dans les délais les plus brefs.

Pour remédier à cet état de chose, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien :

1° — faire remettre à chaque fonctionnaire, avant son départ par le service des passages de vos colonies respectives, une notice du modèle ci-joint qui répond à peu près à toutes les questions que peuvent se poser les intéressés.

2° — adresser aux services coloniaux des Ports chargés de l'administration du personnel rapatrié ainsi qu'à la Direction du Personnel du Département sous le timbre — secrétariat — un état nominatif comportant les grades et adresses des intéressés. Un document qui devra être envoyé par premier courrier avion après le départ du bateau ou de l'avion, comportera cette cote et celle de l'arrivée présumée.

Je vous rappelle que les services coloniaux administrent respectivement les fonctionnaires provenant des colonies suivantes :

NANTES : Groupe des Antilles et Guyane.  
 BORDEAUX : Groupe de l'A.O.F., Togo, Cameroun, A.E.F.

SERVICE ADMINISTRATIF COLONIAL A PARIS : Saint-Pierre et Miquelon.

MARSEILLE : Toutes les autres colonies.

ALGER : Les fonctionnaires de toutes colonies en congé en Algérie et Tunisie.

CASABLANCA : Les fonctionnaires de toutes colonies en congé au Maroc.

J'attacherai du prix à ce que les récentes instructions soient exécutées strictement.

*Le Directeur du Personnel et de la Comptabilité,*  
 SAINT-ANDRÉ.

**NOTICE à l'usage des fonctionnaires coloniaux rapatriés.**

Pour percevoir sans retard :  
 le remboursement des frais que vous exposez pour votre transport et celui de vos bagages,  
 votre soldé en cours de congé,

1° — Indiquez dès que possible à votre service colonial administrateur (1) :

a) si vos émoluments mensuels nets dépassent 10.000 francs, un numéro de compte financier, bancaire ou postal, avec l'adresse du Service du Trésor, de la Banque ou du Bureau de chèques postaux où ce compte est ouvert, les paiements mensuels supérieurs à 10.000 francs devant obligatoirement être faits par virement (il est rappelé que le compte doit être personnel et non celui d'un parent ou ami);

b) la date de votre arrivée à votre résidence de congé;

c) votre situation de famille exacte (avec date de naissance des enfants) indiquez aussi si votre femme est salariée ou non et faire parvenir des certificats de scolarité de ceux de vos enfants à charge âgés de plus de 16 ans qui poursuivent leurs études.

2° — Envoyez ou remettez au plus tôt les documents suivants :

livrets de solde ou certificat de cessation de paiement, s'ils n'ont pas été retirés au port d'arrivée.

Titre de congé;

Ordre de mission ou feuille de route timbrée aux gares de départ ou d'arrivée, ou à défaut une attestation du Maire ou du Commissaire de police certifiant votre date d'arrivée.

(1) — Les services coloniaux administrent respectivement les fonctionnaires provenant des colonies suivantes :

Nantes : Groupe des Antilles et Guyane.

Bordeaux : Groupe de l'A.O.F., Togo, Cameroun, A.E.F.

Service Administratif Colonial à Paris : Saint-pierre et Miquelon.

Marseille : Toutes les autres colonies.



Factures et copie certifiée conforme par une autorité administrative de toutes pièces justificatives des dépenses faites par vous.

3<sup>e</sup> — Mettez toujours, en tête de toutes vos correspondances, votre colonie de provenance (ou, si vous appartenez aux Chemins de fer, votre réseau).

4<sup>e</sup> — Faites une demande sur feuillets séparés pour chaque catégorie de renseignements ou réclamation, solde, prolongation de congé, affectation etc...).

5<sup>e</sup> — Il est rappelé que les demandes de prolongation de congé doivent être formulées *un mois* avant la date d'expiration du congé initial.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### Avis de concours

L'arrêté ministériel du 8 janvier 1946 publié au *Journal officiel* de la République française du 31 janvier institue un concours pour l'emploi d'inspecteur de troisième classe des colonies et fixe au 10 octobre 1946 la date des premières épreuves.

Les dossiers de candidatures contenant les pièces spécifiées par l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> avril 1921 devront parvenir au Commissaire de la République à Lomé le 1<sup>er</sup> août 1946, dernier délai.

Pour tout renseignement, s'adresser au Bureau du Personnel à Lomé.

## DOMAINES

### AVIS

En exécution de l'article 194 de l'arrêté N° 318 du 25 juin 1941, sur le régime fiscal des assurances, le receveur de l'enregistrement à Lomé, fait connaître que la Compagnie d'assurance ayant un représentant au Togo à la date du 31 décembre 1945, est :

« THE NORTHERN ASSURANCE Company Ltd » représentée par M. Dole, Agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (F.A.O.) à Lomé.  
Lomé, le 9 mars 1946.

*Le receveur de l'enregistrement,  
des domaines et du timbre, p.i*  
E. GUÉRIN.

#### Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi 3 mai 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avépozo, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, à usage de plantation et cultures

vivrières, en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance de 37 hectares 84 ares, connu sous le nom de « Fauvéglé » et borné au Nord par terrains à Yovo Zankpé et au finage du village d'Avépozo, au Sud par le domaine public, à l'Ouest par terrain à Agbossé Gbonfu et à l'Est par terrain à la Collectivité Koudakpo, dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs Agbossé Gbonfu et Consorts, cultivateurs, demeurant et domiciliés à Avépozo, cercle de Lomé, agissant en qualité de co-propriétaires suivant réquisition du 16 janvier 1946, n° 1315.

Le samedi 4 mai 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Avépozo, Cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de cocotiers et cultures vivrières, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 66 hectare 70 ares, connu sous le nom de « Fauvéglé » et borné au Nord par le finage du village d'Avépozo, au Sud par le domaine public, à l'Est par le terrain à Akpatsa et à l'Ouest par le terrain à la Collectivité Gbonfu, dont l'immatriculation a été demandée par les sieurs Agbodoglo Koudakpo et Consorts, cultivateurs, demeurant et domiciliés à Avépozo, cercle de Lomé, agissant en qualité de co-propriétaires suivant réquisition du 16 janvier 1946, n° 1316.

Le lundi 6 mai 1946 à 9 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier N° 8, Cercle de Lomé-Sud consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, portant une maison à étage, une boutique et cinq dépendances, d'une contenance de 9 ares 55 centiares, et borné au Nord par terrain à Sosou Georges, au Sud par terrain à Domingo Tobias, à l'Est par terrain à Ahloko Dovi, héritière, nommée Togoévi Dovi, à l'Ouest par rue des Haoussah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Narcizio Miguel d'Almeida, commerçant-propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 17 janvier 1946, n° 1317.

*Le conservateur de la propriété foncière, p. i.,*  
E. GUÉRIN.

### AVIS

#### BILLET DE 100 FRANCS

#### DE LA BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

LA BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE va prochainement mettre en circulation un nouveau billet de Frs : 100,— présentant les caractéristiques suivantes :

Le nouveau billet de 100 Francs mesure 16 cm sur 9 cm; il est imprimé sur papier blanc avec filigrane sur côté droit faisant apparaître une tête d'Africain vue de profil, et représente :

*Au recto.* — Sur fond bleu pâle le buste d'une femme Africaine tenant, à la hauteur de l'épaule, une coupe de fruits.

Dans un cartouche, à la partie supérieure, les mots « BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE » sont imprimés sur fond jaune pâle en lettres majuscules anglaises; le numéro de contrôle est inscrit en-dessous.

A chaque angle supérieur sont inscrits en teinte ocre les chiffres 100; sous les chiffres 100 de l'angle gauche les mots CENT FRANCS sont imprimés en bistre; aux angles inférieurs deux petits cartouches dans lesquels sont inscrits, à gauche le numéro de série, à droite le numéro du billet, ces numéros étant répétés dans l'ordre inverse à la partie supérieure; sur la gauche se trouvent la date de création et les signatures.

*Au verso.* — Au premier plan un Africain, et une Africaine tenant un petit enfant dans ses bras, se détachent sur un paysage où l'on voit, sur la droite, un troupeau. Les mots « BANQUE DE L'AFRIQUE

OCCIDENTALE » sont imprimés sur fond jaune pâle en lettres majuscules anglaises dans un cartouche à la partie supérieure. Les chiffres 100 sont inscrits en bleu foncé à chaque angle supérieur avec, en dessous, inscrites en teinte bistre, les lettres F.R.S. Sur la droite, se détachant dans des feuilles stylisées, sont entrelacées, en blanc, les lettres B. A. O. Dans un cartouche à droite figure, sur fond blanc, la mention :

« L'article 139 du code pénal punit des travaux forcés ceux qui auront contrefait ou falsifié les billets de banques autorisées par la loi ».

\*

\* \*

Des spécimens de cette nouvelle coupure sont déposés chez la Succursale de Lomé de la BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE.